



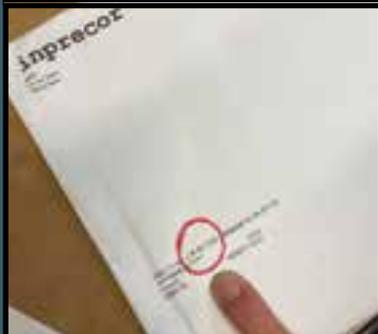
LES NOYEAUX TOTALITAIRES DU NOUVEL ORDRE MONDIAL

- La guerre contre Gaza et la nécessité d'une confrontation globale ●
- La place de l'Afrique dans le nouvel ordre mondial ●
- Claude Serfati et les systèmes militaro-industriels ●

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
 Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :
 Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
 93106 Montreuil Cedex, France

Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Samar Nasser

La guerre contre Gaza et la nécessité d'une confrontation globale **3**

Afrique

Will Skopi

La place de l'Afrique dans le nouvel ordre mondial **5**

États-Unis

Dianne Feeley

La vague d'expulsions massives de Trump **8**

Militarisme

Claude Serfati

« Les systèmes militaro-industriels pourraient représenter des noyaux totalitaires de notre société » **12**

Inde, Pakistan, Cachemire

Radical Socialist

Déclaration sur l'opération Sindoor **18**

Farooq Tariq

Depuis la ligne de front **19**

Jammu Kashmir Awami Workers Party

Sur le conflit indo-pakistanaïen en cours et la crise au Jammu-et-Cachemire **21**

Caucase

Vano Abramashvili, Maia Barkaia, la Eradze, Sopho Verdzeuli

La lutte pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité dans le Caucase **23**

Débat

Michael Löwy

Le pape inattendu **30**

Nouvelles de l'Internationale

Semanario Visión

Porto Rico : Democracia socialista tient son deuxième congrès **35**

Lectures

Michael Löwy

Premières secousses **36**

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
 ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



Pour que inprecor puisse continuer, Faites le connaître ! Abonnez-vous !

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement PDF (pas d'envoi papier) 25 € (1 an)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

La guerre contre Gaza et les impératifs d'une confrontation globale

La guerre contre Gaza entre dans son 590^e jour dans un silence arabe et international honteux. Les bombardements israéliens n'ont pas cessé depuis le 7 octobre 2023 (à l'exception d'un cessez-le-feu de deux mois en janvier-février 2024) et ont fait, selon les chiffres officiels, 122 000 blessé-es et 53 000 mort-es. En réalité, le nombre réel dépasse les 250 000 personnes tuées par les bombardements, la famine et l'absence de soins médicaux du fait des bombardements ciblés des hôpitaux et des équipes médicales et à l'absence de médicaments et de matériel médical, que l'occupant refuse de laisser entrer.

Par
Samar Nasser

Selon les déclarations du directeur des hôpitaux de campagne dans la bande de Gaza, plus un seul hôpital public ne fonctionne dans la bande de Gaza depuis le samedi 17 mai 2025, et la situation sanitaire est catastrophique. Outre les bombardements incessants, Israël affame la population de la bande de Gaza, en empêchant l'entrée de l'aide alimentaire et en bombardant 68 des 70 centres de distribution de nourriture dans le nord et le sud de Gaza. Malgré tous les appels lancés par les organisations de l'ONU, d'Oxfam et d'Amnesty International, qui ont déclaré qu'une véritable famine allait éclater et que des milliers de personnes allaient mourir de faim, de malnutrition et de déshydratation. Israël continue de nier la réalité et est déterminé à recourir à la famine et à la torture collective pour préparer l'attaque finale visant à « libérer Gaza du mouvement Hamas », selon les déclarations de Netanyahu début mai.

Ce dernier a mis ses menaces à exécution samedi 17 mai au matin, lorsque les forces israéliennes ont annoncé le lancement d'une nouvelle opération terrestre dans plusieurs zones du nord et du sud de Gaza au cours des 24 heures précédentes, impliquant cinq unités de combat au

sol. Pendant cette opération, l'armée israélienne a déplacé la population civile et tué plus de 233 membres de celle-ci, pour la plupart des familles entièrement décimées et effacées du registre civil en 24 heures. Le porte-parole de l'armée israélienne, le général Effie Defrin, a déclaré dans un communiqué que les cinq bataillons opèrent actuellement dans la bande de Gaza dans le cadre de l'opération « chariots de Gédéon ». Il a ajouté : « *Contrairement au passé, nous concentrons maintenant nos efforts offensifs dans la bande de Gaza et menons des frappes visant à obtenir des résultats décisifs dans les zones où nous opérons.* » Il a également déclaré : « *cette opération permettra de soutenir le pouvoir politique afin de faire avancer les négociations à venir.* »

L'opération « chariots de Gédéon » a commencé pendant que se tenait le 34^e sommet de la Ligue arabe à Bagdad, au matin du samedi 17 mai, faisant fi du sommet et de ses règles, et pendant que la délégation israélienne se trouvait au Qatar pour négocier avec le Hamas la fin de la guerre et la libération des prisonniers. La délégation a déclaré ne pas être suffisamment habilitée pour trancher les questions en suspens. Cela confirme la volonté de Netanyahu de récupérer les prisonniers israéliens à Gaza sans arrêter la guerre.

Destruction

Les pratiques quotidiennes de l'occupation dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ne sont pas nouvelles. Mais l'obstination, les crimes sans précédent et l'indifférence face à l'ampleur des condamnations internationales de l'extermination sont la preuve la plus flagrante que nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle réalité. Celle-ci, imposée par l'extrême droite au niveau mondiale, guidée par les États-Unis et Israël, entraîne le monde vers une barbarie défiant toute forme de raison et dit à des milliards d'êtres humains : « C'est nous qui avons les armes, qui possédons la force et qui gouvernons les grandes puissances et leurs décisions, c'est nous qui justifions le massacre de plus de 30 000 enfants à Gaza depuis le début de la guerre, l'amputation de milliers de personnes et le déplacement de près d'un demi-million d'enfants, simplement parce que

« *L'obstination, les crimes sans précédent et l'indifférence face à l'ampleur des condamnations internationales de l'extermination sont la preuve la plus flagrante que nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle réalité.* »

Samar Nasser

Samar Nasser est militante palestinienne, membre du Groupe communiste révolutionnaire, groupe sympathisant de la IV^e Internationale. Traduit par Françoise C.

nous avons l'argent et les armes, que nous voulons étendre la construction de nouvelles colonies, que nous voulons piller les richesses de la bande de Gaza, son pétrole et son gaz, et transformer Gaza en Côte d'Azur, comme l'a déclaré Trump lors de son accession au pouvoir. Nous allons entraîner le monde et les habitant-es d'Israël dans une guerre sans fin, même si cela doit coûter la vie à 2 millions de Palestinien-nes à Gaza, et aux prisonniers israéliens».

Le honteux silence des pays arabe n'est pas surprenant de la part de régimes répressifs qui se désintéressent de leurs peuples, les humilient sous bien des formes, leur imposent des conditions de vie difficiles sous le joug du néolibéralisme maffieux et les a réduits à lutter pour leur survie. Ces régimes ont réprimé toute forme d'expression en interdisant aux partis et aux syndicats de jouer leur rôle démocratique.

La position arabe

Dans le meilleur des cas, la position officielle arabe se limite à condamner le génocide, en particulier celle des gouvernements de Jordanie, d'Égypte, d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, qui ont complètement abandonné la Palestine au profit d'Israël. La position de l'Égypte et de la Jordanie, en tant que pays frontaliers, est une trahison sans pareille. Cette position des États n'a rien de commun avec la position du peuple arabe, en particulier en Jordanie, où les Jordanien-nes d'origine palestinienne représentent plus de 60 % de la population. Depuis le 7 octobre 2023, la population de Jordanie s'est soulevée dans un mouvement populaire quotidien en faveur de la résistance et exigeant son soutien. Cela a contraint le gouvernement à durcir son discours et à soutenir la résistance, tout en exigeant la fin de la guerre contre Gaza. Les manifestant-es ont quant à eux exigé l'annulation de l'accord de Wadi Araba avec Israël, la suspension de l'accord sur le gaz et l'expulsion des bases militaires étrangères, ainsi que la levée du blocus égyptien sur Gaza, la fermeture du pont routier qui transporte la nourriture vers Israël et la fermeture des bases militaires américaines.

Cette montée en puissance de la révolte populaire a poussé le gouvernement jordanien à réprimer les militant-es et les organisateurs des grèves et des manifestations. Cette répression a abouti, au cours de la première année de la guerre, à l'arrestation de plus de 2 500 prisonnier-es politiques.

Pendant la première année de la guerre, les manifestations organisées par les forces nationales musulmanes et de gauche se sont poursuivies quotidiennement. Mais en raison des arrestations et de la répression, le nombre de participant-es a commencé à diminuer et les manifestations sont devenues hebdomadaires, après la prière du vendredi. Après l'élection de Trump, sa décision de suspendre l'aide américaine et ses menaces directes à l'encontre du régime, la Jordanie a changé radicalement sa position officielle. Elle s'est orientée vers une répression accrue, qui s'est traduite par l'interdiction des manifestations, l'arrestation des militant-es et l'application de la loi sur la cybercriminalité promulguée en 2023, qui muselle la liberté d'expression. Elle a permis l'arrestation de centaines de personnes qui ont simplement critiqué la corruption du régime en place.

La répression du gouvernement s'est manifestée par l'interdiction du mouvement des Frères musulmans au début du mois d'avril 2025, qui a été déclaré illégal, par l'interdiction de toute propagande en faveur de ses idées et par l'arrestation de centaines de ses membres ou de toute personne soupçonnée d'y appartenir. Cette mesure a été prise après l'annonce par le gouvernement du démantèlement d'une cellule des Frères musulmans accusée de fabriquer des roquettes et des drones destinés à être transférés en Cisjordanie pour soutenir la résistance palestinienne.

Ce revirement du gouvernement à l'égard des Frères musulmans (qui représentent la grande majorité du peuple jordanien, selon leur représentation aux dernières élections législatives) intervient après la décision de Trump de stopper les aides américaines dont dépend la Jordanie, et de conditionner ces aides à la capacité du régime à réprimer le peuple qui soutient la résistance et s'oppose à l'occupation. Ce revirement constitue une menace directe contre les libertés

en Jordanie, qui annonce un retour à la loi martiale de sinistre mémoire, et sert les intérêts de l'entité sioniste qui s'acharne à exterminer et affamer le peuple palestinien.

Faire cesser cette destruction et ce génocide dépend d'une mobilisation arabe, régionale et internationale

Face à cette réalité misérable, qui détient le record du nombre de victimes, comparativement aux crises économiques, sociales et politiques provoquées par un capitalisme mondial sans limites, impliqué dans les guerres les plus féroces contre les droits humains les plus élémentaires, partout dans le monde, et en particulier au Moyen-Orient – avec en son centre la Palestine, et Gaza en particulier –, cette région qui a historiquement souffert plus que toute autre des ambitions impérialistes, tant en raison de sa position géographique – point de jonction entre l'Europe et le continent asiatique – que de la présence d'immenses réserves de pétrole dans nombre de ses pays.

C'est pourquoi la Quatrième Internationale, qui représente une des principales forces radicales de la résistance dans le monde aujourd'hui, a des responsabilités énormes. Nous devons chercher les moyens de permettre notre survie et celle des générations futures, et la viabilité de notre planète. Nous devons rassembler toutes nos forces et nos efforts pour mobiliser les masses, partout dans le monde, notamment en établissant des contacts avec le plus grand nombre de partis et de syndicats de masse opposés aux crimes de guerre et à l'injustice humaine, hostiles à l'impérialisme, qui rejettent toutes les formes de destruction et de barbarie incarnées par l'État sioniste, ainsi que ses parrains et alliés de l'impérialisme sauvage actuel, constitué notamment par l'extrême droite mondiale, étatsunienne avant tout, mais aussi européenne, enfoncée dans son criminalité et sa barbarie, qui ne pourront être arrêtés que par l'union des efforts de milliards d'humain-es qui en sont les victimes. Maintenant, avant qu'il soit trop tard ! ■

Le 18 mai 2025

La place de l'Afrique dans le nouvel ordre mondial

Aujourd'hui, l'Afrique se situe à la croisée des chemins, prise entre des crises internes, l'évolution de la dynamique du pouvoir mondial et le lent démantèlement de l'ordre politique issu des luttes de libération. Sur tout le continent, les partis dirigeants qui avaient autrefois tiré leur légitimité de leur rôle dans la libération nationale perdent leur emprise, tandis que les oppositions demeurent encore largement fragmentées, n'offrant pas réellement de gouvernance alternative.

Par
Will Shoki

Les élections de 2025 au Mozambique ont fourni l'un des exemples les plus frappants de ce déclin, lorsque le Frelimo, le parti dirigeant, s'est proclamé vainqueur à l'issue d'un processus électoral considéré largement comme frauduleux. Le dirigeant de l'opposition, Venâncio Mondlane, s'était présenté sous les couleurs d'un nouveau parti, Podemos. Après le décompte des suffrages effectué parallèlement à celui d'un pouvoir auto-proclamé victorieux, Venâncio Mondlane a accusé le gouvernement d'orchestrer une manipulation électorale massive. Le parti dirigeant a répondu aux protestations massives par une violente répression. C'était la poursuite d'une tendance à la suppression de toute opposition politique et au renforcement du contrôle par des moyens de plus en plus autoritaires.

L'exemple de l'Afrique du Sud

L'illégitimité grandissante de ces gouvernements issus de la période des luttes de libération nationale n'est pas limitée au Mozambique. En Afrique du Sud, l'ANC a perdu sa majorité absolue pour la première fois depuis 1994 en n'obtenant qu'environ 40 % des voix lors des élections

de 2024. Après des décennies de domination politique, le parti se trouve maintenant dans une coalition très fragile avec l'Alliance démocratique (AD), sa rivale de longue date. Cela a contraint l'ANC à adopter une position gouvernementale plus modérée, ce qui limite d'autant sa capacité à mettre en œuvre les politiques attendues par sa base politique traditionnelle.

Alors que certains au sein de l'ANC considèrent cette coalition comme un compromis nécessaire pour préserver la stabilité, d'autres pensent que c'est une trahison de la mission historique du parti, notamment au vu de l'orientation politique néolibérale de l'AD. Les conséquences de cet arrangement demeurent incertaines : est-ce que la coalition va durer ? Est-ce qu'elle va fracturer plus profondément l'ANC ? Ou est-ce qu'elle va donner naissance à des mouvements d'opposition plus forts et se situant à l'extérieur du processus électoral traditionnel ?

Le déclin de l'ANC prolonge un processus plus large en Afrique australe. Au Zimbabwe, la ZANU-PF (Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique) s'est retranchée dans la répression plutôt que dans le soutien populaire, utilisant la commission judiciaire et électorale pour bloquer les défis sérieux de l'opposition. Entretemps, la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) en Namibie



Will Shoki

Will Shoki est membre du Collectif Amandla et rédacteur de *Africa is a country*. Cet article a été publié par Amandla! et traduit par François Coustal.

© Niklas Halle'n/Factstory for the Open Society Foundations

et le BDP (Parti démocratique du Botswana) au Botswana ont tous les deux fait face à des défis électoraux sans précédent – le BDP a perdu une élection pour la première fois depuis l'indépendance – ce qui souligne que même les partis dominants autrefois stables ne disposent plus de la garantie de remporter facilement des victoires. L'effritement de ces mouvements suggère que le crédit puissant qu'ils ont obtenu autrefois lors des luttes de libération ne leur fournit plus un mandat suffisant pour gouverner.

Conflits

L'affaiblissement de ces gouvernements se produit dans un contexte d'aggravation des conflits et d'instabilité sur le reste du continent.

Le Soudan reste en proie à une guerre dévastatrice entre les Forces armées soudanaises et les paramilitaires des Forces de soutien rapide. C'est un conflit qui a provoqué le déplacement de millions de personnes tout en s'internationalisant de plus en plus, avec l'Égypte et les Émirats arabes unis, qui soutiennent des camps opposés. La guerre n'a pas seulement



Les personnes déplacées par la guerre civile soudanaise se rassemblent pour une distribution mensuelle de nourriture à Adré. DR

aggravé l'effondrement économique du Soudan, mais elle menace aussi la stabilité régionale avec des effets d'entraînement au Tchad, au Sud-Soudan et en Éthiopie.

La République démocratique du Congo (RDC) continue de combattre des insurrections armées, particulièrement la résurgence du M23, et le soutien de celui-ci par le Rwanda a exacerbé les tensions régionales. Les accusations d'ingérences transfrontalières aggravent encore les relations diplomatiques.

Ces crises ne sont pas isolées; elles reflètent une faillite plus profonde de la gouvernance en Afrique, où les États sont bien souvent incapables de résoudre les confrontations sociales et économiques sans avoir recours à la violence.

L'effet Trump

Au milieu de ces crises, l'Afrique évolue aussi dans un ordre international en mutation. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche a déjà commencé à remodeler les relations entre les États-Unis et l'Afrique. Il y a eu un tournant vers un engagement plus transactionnel et un accent renouvelé sur la

sécurité plutôt que sur le développement. L'une des premières et principales mesures de politique étrangère prises par Trump a été de réduire l'aide au développement, de démanteler l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) et de couper les financements des programmes de santé, dont le programme PEPFAR. Ces décisions laissent des millions de personnes sans accès aux traitements contre le VIH et à d'autres services essentiels.

Ceci a été ressenti plus durement dans les pays où les systèmes de santé sont déjà soumis à de fortes pressions, exacerbant des crises de santé publique qui pourraient avoir des effets déstabilisants à long terme. La justification de ces coupes budgétaires par l'administration repose sur

l'idéologie de « l'Amérique d'abord ». Cette idéologie considère l'aide aux pays étrangers comme une dépense qui n'est pas nécessaire plutôt que comme un investissement stratégique en faveur de la stabilité.

Et cela a coïncidé avec un durcissement de la politique d'immigration des États-Unis. L'administration envisage

également une interdiction générale des visas qui pourrait affecter des dizaines de pays africains, en restreignant également les voyages pour les étudiants, les travailleurs et les touristes. Cela rappelle les interdictions de voyager qui avaient marqué le premier mandat de Trump et souligne un approfondissement de l'isolationnisme des États-Unis dans leurs rapports avec l'Afrique; ils traitent ce continent plus comme un risque en matière de sécurité et de migrations que comme un partenaire diplomatique et économique.

Trump et l'Afrique du Sud

L'hostilité de l'administration vis-à-vis de l'Afrique du Sud est particulièrement frappante. Trump a expulsé l'ambassadeur sud-africain et imposé des sanctions contre le pays. C'était en réponse à la politique d'expropriation des terres prise par Pretoria (capitale administrative de l'Afrique du Sud, NDLR) et à ses positions en matière de politique étrangère, notamment ses efforts pour qu'Israël soit tenu responsable de génocide à Gaza. L'administration étatsunienne considère cela comme une marque de sympathie pour le Hamas et pour l'Iran.

Ces mesures punitives reflètent un malaise plus large vis-à-vis des gouvernements qui défient l'hégémonie des États-

“ Ces crises ne sont pas isolées ; elles reflètent une faillite plus profonde de la gouvernance en Afrique, où les États sont bien souvent incapables de résoudre les confrontations sociales et économiques sans avoir recours à la violence. ”

Unis, particulièrement ceux qui se retrouvent au sein des BRICS. En caractérisant les positions politiques de l'Afrique du Sud comme « anti-américaines », Trump a effectivement rompu l'une des relations diplomatiques les plus significatives entre les États-Unis et une puissance africaine. Cela s'inscrit également dans la volonté plus générale de son administration de privilégier les relations avec les États de droite, autoritaires, et à isoler les gouvernements perçus comme de gauche ou indépendants.

Les États-Unis, la Chine et les ressources africaines

En même temps, l'administration Trump cherche à mettre en place des relations différentes avec d'autres États africains, particulièrement dans le domaine des ressources.

L'administration étatsunienne est actuellement en négociations avec la RDC pour aboutir à un accord « minéraux contre sécurité ». Les États-Unis offrent une assistance militaire en échange d'un accès exclusif aux minéraux critiques, essentiels pour leurs industries de pointe, particulièrement dans les domaines des technologies et de la défense. Cet accord accorderait aux compagnies étatsuniennes un contrôle total sur le cobalt et d'autres minéraux essentiels. Cela reflète un changement de la stratégie des États-Unis, passant de l'aide au développement à des politiques d'extraction économique directes.

L'administration prétend que ce partenariat aidera la RDC à se stabiliser en lui fournissant une assistance en matière de sécurité. Des voix critiques avertissent que cela risque d'approfondir les dynamiques priorisant l'extraction des ressources au détriment d'un véritable développement économique.

En même temps, l'approche de la Chine vis-à-vis de l'Afrique change également. Pendant deux décennies, Pékin a été le partenaire économique dominant de ce continent, finançant les infrastructures et le commerce à une échelle qui n'était concurrencée par aucune autre puissance extérieure. Cependant avec le ralentissement de l'économie intérieure chinoise, sa volonté d'offrir des

prêts à grande échelle s'est réduite. Des pays comme la Zambie et le Kenya, lourdement endettés vis-à-vis de la Chine, ont d'ores et déjà ressenti la pression du recalibrage de la stratégie de prêts de Pékin. L'époque où la Chine offrait des crédits faciles pour les grands projets d'infrastructure est peut-être en train de s'achever, laissant des États africains en situation précaire. De nombreux gouvernements qui avaient restructuré leur économie autour de la poursuite des investissements chinois peinent désormais à s'adapter à cette nouvelle réalité. Cette évolution laisse l'Afrique avec moins d'options de financement externe, les institutions financières occidentales ayant également durci leurs conditions de prêts, particulièrement pour les pays lourdement endettés.

Une nouvelle politique possible ?

Pour les gouvernements africains, ces développements soulèvent des questions difficiles en matière de stratégie politique et économique. Le déclin des mouvements de libération nationale ne s'est pas encore traduit par l'émergence d'alternatives politiques viables. Dans la région, les partis d'opposition ont largement adopté des modèles néolibéraux de gouvernance, plutôt que d'articuler de nouvelles visions de la transformation économique. À la place d'une avancée décisive vers le renouveau démocratique, la plus grande partie du continent apparaît comme dérivant entre une répression étatique croissante et une opposition fragmentée. De nombreux partis d'opposition, tout en critiquant ouvertement les gouvernements en place,

ont échoué à offrir des programmes économiques romptant avec le paradigme néolibéral dominant. Tout cela indique que, même là où les partis dominants connaissent un déclin électoral, il n'y a que très peu de perspectives

de changement du paysage politique ou économique en cas de transition.

Les mouvements enracinés dans les luttes sociales à la base continuent de faire pression en faveur du changement, mais leur capacité à remettre en



DR

cause les structures de pouvoir en place reste incertaine. Aujourd'hui en Afrique, la faiblesse des alternatives de gauche reflète des tendances globales plus larges où les forces socialistes ou social-démocrates ont du mal à se réaffirmer dans un monde façonné par le capital financier et le pouvoir des multinationales.

Cependant il existe des signes indiquant une possibilité de changement. À travers tout le continent se multiplient des appels à la souveraineté économique, des revendications en faveur de meilleurs programmes de protection sociale, et une résistance grandissante aux diktats financiers externes. Si ces combats fusionnent au sein de formations politiques plus cohérentes, cela pourrait jeter les bases d'un nouveau type de politique, en rupture à la fois avec la faillite des partis post luttes de libération et avec les limites des forces d'opposition libérales.

En Afrique, l'ordre politique post-libération se fissure, mais ce qui émerge est loin d'être clair. L'érosion de la légitimité des partis dominants ne s'est pas encore traduite en transformation systémique significative. Dans de nombreux cas, elle a simplement ouvert la porte à de nouvelles manœuvres des élites. Dans ce moment de transition, le combat réel ne concerne pas seulement les élections mais porte également sur la nature profonde de l'État, la gouvernance économique et la place de l'Afrique au sein d'un ordre mondial qui change rapidement. Jusqu'à ce qu'émergent des alternatives qui défient la dépendance du continent à la finance globale, à l'extraction des ressources et à une croissance tirée par la dette, l'Afrique restera enfermée dans des cycles d'instabilité, que les vieux mouvements de libération soient ou non aux commandes. ■

Le 2 avril 2025

La vague d'expulsions massives de Trump

La promesse d'expulser des millions d'immigrant·es était au cœur du programme de Trump, Make America Great Again. Au cours de ses deux campagnes présidentielles, il a qualifié les immigrant·es de « *terroristes, meurtriers, violeurs* » ou « *individus échappés d'établissements psychiatriques* ». Une fois réélu, il a promis de fermer la frontière entre les États-Unis et le Mexique et d'expulser plusieurs millions de personnes.

Par
Dianne Feeley

Depuis décembre 2023, avec l'introduction de restrictions par l'administration Biden, le nombre de migrant·es a fortement diminué. Cette tendance s'est poursuivie lorsque Trump a publié une série de décrets qui ignorent les protocoles du système d'asile américain. Le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (Customs and Border Protection, CBP) doit expulser rapidement les migrant·es vers leur pays d'origine, sans tenir compte de leur droit à une audience devant un tribunal. Sept mille soldats ont été déployés pour aider le CBP à emprisonner les migrant·es et installer des kilomètres de barbelés. Une zone militaire de 180 mètres de large et 1 100 kilomètres de long, parallèle à la frontière, est équipée de véhicules de combat armés.

Des objectifs terrifiants

Les chiffres des 100 premiers jours de l'administration Trump révèlent que 168 999 immigrants ont été arrêtés et 152 000 expulsés (1). À ce rythme, un peu plus d'un demi-million de personnes seront

1) « 100 Days of Secretary Noem: Making America Safe Again », Homeland Security.

expulsées en 2025. Selon le département de la Sécurité intérieure (DHS), le coût moyen de l'expulsion d'un immigrant est de 17 121 dollars.

Le plus choquant dans ces 100 premiers jours, ce sont les expulsions, massives et absolument illégales, en avion vers les prisons du Salvador, réputées pour leurs pratiques de torture.

« Une majorité de citoyen·nes étatsunien·nes en sont venu·es à accepter l'idée que le « contrôle » des frontières est nécessaire, mais souhaite un système « équitable », aussi vague que soit cette notion. »

Au mépris du cinquième amendement de la Constitution, qui stipule que « nul ne peut être privé de la vie, de la liberté ou de ses biens sans procédure légale régulière », Trump s'est plaint à Kristen

Welker, modératrice de l'émission « Meet the Press » sur *NBC News*, que le respect de cette disposition l'empêcherait de mener à bien les expulsions rapides qu'il avait promises. Une fois de plus, il a affirmé qu'il est nécessaire d'expulser les immigrant·es parce que des milliers d'entre eux sont « *des meurtriers, des trafiquants de drogue et certaines des pires personnes sur Terre... J'ai été élu pour les expulser d'ici, et les tribunaux m'empêchent de le faire* ».

Une histoire d'immigration et de répression raciste

Bien que les États-Unis soient présentés comme « une nation d'immigrants », les deux grands partis politiques ont adopté des lois anti-immigrés, militarisé les frontières et renforcé la surveillance au cours



Dianne Feeley

Dianne Feeley est rédactrice en chef de la revue *Against the Current*. Elle est retraitée de l'industrie automobile et active au sein d'Autoworker Caravan, un réseau d'employé·es actifs et retraités de l'industrie automobile qui militent pour la démocratie syndicale et une industrie des transports sans combustibles fossiles. Elle est également active au sein de Detroit Eviction Defense. Cet article a été publié par Solidarity, section des États-Unis de la IV^e Internationale. Photographies de Sarah Jane Rhee prises lors d'une manifestation No Borders le 8 mars 2025 à Chicago.

des 150 dernières années. Une majorité de citoyen·nes étatsunien·nes en sont venu·es à accepter l'idée que le « contrôle » des frontières est nécessaire, mais souhaite un système « équitable », aussi vague que soit cette notion.

La réalité sous-jacente est que l'immigration est nécessaire à l'économie américaine. Pourtant, les immigrant·es sont confronté·es à une multitude de lois qui les obligent à franchir de nombreux obstacles pour obtenir et conserver un statut légal. C'est le cas depuis le 19^e siècle, quand des Chinois étaient recrutés pour construire les chemins de fer nord-américains, pour ensuite être confrontés à des restrictions et à des lynchages. Des chercheurs indiquent que pour maintenir l'économie américaine, il est nécessaire

d'accueillir plus d'un million de travailleurs par an, mais l'immigration est plafonnée à 650 000 personnes.

Les immigrant-es qui demandent la citoyenneté américaine doivent entrer dans l'une des quatre catégories suivantes : regroupement familial, compétences précieuses, aide humanitaire (le nombre de demandes d'asile est plafonné à 125 000) ou contribution à l'objectif de diversité du pays. Compte tenu du retard accumulé, la procédure dure des années. En fait, 3,6 millions de demandeurs d'asile qui attendent leur date d'audience vivent et travaillent aux États-Unis.

Des vies brisées

Sur les 11 millions de personnes que Trump qualifie d'« illégales » provenant de « pays de merde », beaucoup ont un statut juridique temporaire : 3,6 millions demandent l'asile, un million ont obtenu une protection parce que leur pays est victime d'une catastrophe naturelle ou d'une guerre, un demi-million sont des jeunes temporairement protégé-es par un programme spécial (DACA) et plus d'un million sont apatrides, car ils ont perdu leur statut juridique mais ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine. Le plus grand nombre d'immigrant-es proviennent du Mexique, d'Inde, de Chine, des Philippines et du Salvador.

Les trois à quatre autres millions de personnes ont traversé la frontière sans être repéré-es ou sont arrivé-es avec un visa et sont resté-es après expiration de celui-ci. Ils ont fondé des familles, souvent « mixtes », composées de citoyen-nes américain-es et d'étranger-es. Kilmar Abrego Garcia, que l'administration Trump a renvoyé au Salvador à la suite d'une erreur administrative, avait trouvé du travail, s'était marié avec une citoyenne américaine qui avait déjà deux enfants, et ils ont eu un enfant ensemble.

Un article du *New York Times* a raconté son histoire en détail (2), y compris les aspects sombres, notamment des faits de violence au sein de son couple. Pourtant, le couple a entrepris une thérapie et ce que l'on retient de son parcours, c'est sa capacité à aller de l'avant. Le lecteur découvre la tendresse qu'il éprouve pour

son fils handicapé et comment celui-ci tente de compenser l'absence de son père en respirant l'odeur de son t-shirt.

Même si l'opinion publique américaine estime qu'il y a trop d'immigrant-es, lorsque les médias relatent leur histoire – ce qu'ils ont dû endurer pour arriver dans le pays, comment ils se sont construit une vie ici –, contrairement à Trump et à son équipe, il n'y a pas de conviction que l'expulsion soit une solution juste dans de nombreux cas. Personne n'accepte la remarque cynique du « tsar des frontières » Tom Horman, selon laquelle, au lieu de séparer les familles, l'expulsion d'un membre permet aux autres de « partir librement ».

En outre, les économistes du Peterson Institute for International Economics estiment que l'expulsion de 1,3 million d'immigrant-es entraînerait une hausse des prix de 1,5 % d'ici 2028, et que l'expulsion de 8,3 millions d'immigrant-es entraînerait une hausse des prix de 9,1 %. La solution proposée par l'extrême droite, qui consiste à augmenter le taux de natalité, semble peu réaliste. Aucun pays industrialisé, même doté de programmes sociaux généreux, dont les États-Unis sont par ailleurs dépourvus, n'a atteint un tel taux de remplacement.

Statut temporaire

Les travailleur-ses sont recherché-es par l'industrie de haute technologie ainsi que par les employeurs des secteurs de la construction, de l'agriculture, de l'industrie et des services. Compte tenu des strictes réglementations sur l'immigration, les entreprises ont collaboré avec le gouver-

nement pour trouver des solutions. Une méthode est un parrainage des travailleur-ses qui les lie à leur employeur, comme le font Elon Musk et de nombreux agriculteurs.

D'autres entreprises recrutent des immigrant-es qui bénéficient d'un statut temporaire (et renouvelable) mis en place par le

Congrès pour les personnes fuyant des pays touchés par des catastrophes naturelles ou des guerres. Actuellement, près d'un million de personnes originaires de 16 pays différents ont obtenu le Statut de protection temporaire (TPS). Ce programme leur donne le droit de vivre et de travailler aux États-Unis, mais uniquement tant que ce statut leur est accordé.

L'United States Immigration and Customs Enforcement (ICE) est une agence de police douanière et de contrôle des frontières du département de la Sécurité intérieure des États-Unis.



Mais pendant la campagne de 2024, Trump et son candidat à la vice-présidence, JD Vance, ont qualifié à tort les Haïtien-nes protégé-es par le TPS d'« illégaux ». Le duo Trump/Vance a déshumanisé 15 000 Haïtien-nes vivant et travaillant à Springfield, dans l'Ohio, affirmant qu'ils privaient les citoyens de leurs moyens de subsistance et, pour couronner le tout, qu'ils « mangeaient leurs chats et leurs chiens ».

Trump a promis à plusieurs reprises de faire expulser les Haïtien-nes de Springfield. Il a annulé le TPS pour 200 000 Haïtien-nes au 3 août. Il a également annulé le statut de 242 000 Vénézuélien-nes au 10 septembre. Bien que cette décision puisse être contestée devant les tribunaux, Trump continue de menacer 180 000 Salvadorien-nes, 54 000 Afghan-es et 50 000 Ukrainien-nes de leur retirer également leur statut.

Beaucoup, comme les Haïtien-nes de Springfield, se sont enraciné-es dans leur ville. Les statistiques d'avril 2017 révèlent que 94 % des personnes couvertes par le TPS font partie de la population active, dont 130 000 sont considérées comme des « travailleurs essentiels aux infrastructures critiques ». Si la plupart d'entre eux ne peuvent pas bénéficier des prestations auxquelles leurs impôts contribuent en matière de sécurité sociale et d'assurance maladie,

2) « The Story of the 'Mistakenly Deported Maryland Man' », Juliet Macur, Jazmine Ulloa, Annie Correal, Kirsten Noyes, Alan Feuer et Dan Barry, *New York Times*, 4 mai 2025.



ils versent pourtant plus de 6,9 milliards de dollars par décennie (3).

Une autre catégorie bénéficie d'un statut protégé par le programme DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals). Il a été créé il y a dix ans par le président Obama pour les personnes arrivées aux États-Unis avant leur 16^e anniversaire. Beaucoup n'ont appris qu'ils et elles n'étaient pas protégés contre l'expulsion qu'au moment où ils se préparaient à entrer à l'université ou dans l'armée et se sont retrouvés dans une impasse.

Dans le cadre du DACA, 580 000 personnes sont autorisées à travailler ou à étudier. Cependant, en raison de contestations judiciaires, le programme est fermé à 400 000 jeunes supplémentaires qui y auraient droit, et son avenir est incertain. Selon United We Dream, un réseau de jeunes immigrés, les bénéficiaires du DACA vivent, en moyenne, depuis plus de 16 ans dans le pays. Aujourd'hui âgés d'une trentaine d'années, près de la moitié sont mariés et la moitié ont au moins un enfant.

Expulsions vers des pays tiers

Les juges de l'immigration rejettent 56 % des demandes d'asile qu'ils

3) « Temporary Protected Status (TPS) : Fact Sheet », 14 mars 2025, National Immigration Forum.

4) « Asylum seekers deported by the U.S. are stuck in Panama unable to return home », Manuela Rueda, NPR, 5 mai 2025.

5) « Trump team urged Ukraine to take U.S. deportees amid war, documents show », Adam Taylor, Sarah Blaskey et Siobhán O'Grady, le 6 mai 2025.

examinent. À ce stade, le demandeur d'asile perd son statut juridique. Actuellement, environ 1,3 million de personnes font l'objet d'une mesure d'expulsion mais ne peuvent pas retourner dans leur pays. Tout en suspendant les demandes d'asile en violation du droit fédéral et international, l'administration Trump s'est employée à trouver des pays tiers prêts à accueillir les personnes qui ne peuvent pas rentrer chez elles ou d'autres immigrant-es que le gouvernement souhaite expulser.

L'équipe Trump a contacté divers gouvernements, en intimidant certains et en offrant des incitations financières à d'autres, afin qu'ils servent de dépotoir. Plusieurs gouvernements d'Amérique latine, dont ceux du Salvador, du Mexique, du Costa Rica et du Panama, ont accepté, bien que le Panama l'ait fait à contrecœur.

- En février, Washington a expulsé près de 300 personnes vers le Panama. Beaucoup fuyaient les guerres civiles ou les persécutions politiques ou religieuses en Iran, en Chine, en Afghanistan, en Somalie et au Cameroun. Mais elles ont déclaré aux médias qu'elles n'avaient pas pu demander l'asile et, une fois arrivées à la capitale, elles ont été enfermées dans un hôtel et contraintes de retourner dans leur pays. Celles qui ont refusé ont été envoyées dans un camp isolé à la lisière de la jungle de Darien. Grâce à l'intervention d'organisations de défense des droits humains, les autorités les ont ramenées en bus à Panama City et les ont informées qu'elles pouvaient rester dans le pays pendant 90 jours. Certaines se démènent pour trouver un pays qui pourrait les accueillir. En attendant, elles dorment sur des matelas dans un gymnase (4).

- La réaction la plus enthousiaste est venue du président salvadorien Nayib Bukele, qui s'est réjoui d'emprisonner plus de 238 hommes, pour la plupart des Vénézuéliens accusés d'appartenance à un gang, dans une prison

de très haute sécurité, en échange de 6 millions de dollars. Après avoir examiné les dossiers, *Bloomberg News* n'a pu trouver que 10 personnes qui avaient été inculpées ou condamnées pour des délits ou des crimes.

Loin d'être « les pires des pires », ces personnes sont coincées. Bien que la Cour suprême des États-Unis ait statué sur le fait que les détenus doivent avoir la possibilité de présenter leur cas devant un juge avant d'être expulsés, le régime Trump affirme qu'il n'y a rien à faire pour ceux qui se trouvent déjà au Salvador.

Le *Washington Post* a eu accès à des documents gouvernementaux qui révèlent que Washington, malgré l'invasion russe, a même approché l'Ukraine, mais la proposition n'a pas abouti. Les pourparlers avec la Libye ont également échoué. Cependant, un communiqué du DHS a annoncé qu'à la fin du mois d'avril l'Ouzbékistan avait reçu un vol charter transportant plus de 100 personnes expulsées (5), non seulement des Ouzbeks, mais aussi des citoyens du Kazakhstan et du Kirghizistan.

Le *Post* a également rapporté que le Rwanda, après avoir reçu un paiement unique de 100 000 dollars, avait accepté d'accueillir un Irakien et 10 autres personnes expulsées, de nationalités diverses, dans le cadre d'un « programme durable ». Dans une interview accordée à

la télévision rwandaise le 27 avril, le ministre des Affaires étrangères Olivier Nduhungirehe a déclaré que les discussions n'en étaient qu'à leurs « phases initiales ».

“ Comme l'administration n'a ni les moyens financiers ni le personnel nécessaire pour mener des raids à l'échelle qu'elle souhaiterait, elle cherche à terroriser le plus grand nombre possible d'immigrant-es. ”

Cibler des individus pour l'expulsion

Beaucoup ont supposé que lorsque Trump parlait d'expulser des immigrants, il faisait référence aux personnes qui venaient d'arriver à

la frontière ou à celles qui avaient commis des crimes pendant leur séjour dans le pays. Mais l'équipe de Trump, dirigée par le directeur Stephen Miller et le tsar des frontières Tom Horman, a une vision beaucoup plus large, surtout maintenant que la frontière sud est effectivement fermée.

Ceux qui attendent une audience peuvent être arrêtés lorsqu'ils se

présentent à un rendez-vous annuel prévu. Alors que 183 000 personnes sont suivies à l'aide de bracelets électroniques, de bracelets au poignet ou d'applications téléphoniques, le plan consiste à augmenter le nombre de personnes sous surveillance et à obliger tout le monde à se présenter tous les mois ou tous les deux mois.

Cela devrait également donner à l'ICE l'espace et le temps nécessaires pour mener des raids massifs. (6)

Comme l'administration n'a ni les moyens financiers ni le personnel nécessaire pour mener des raids à l'échelle qu'elle souhaiterait, elle cherche à terroriser le plus grand nombre possible d'immigrant-es et à les contraindre à choisir la méthode « digne » de l'auto-expulsion. Cela inclut l'arrestation et la détention de personnalités liées aux mouvements sociaux :

- Alfredo « Lelo » Juarez Zeferino (25 ans), arrivé du Mexique lorsqu'il était enfant, faisait appel d'une décision d'expulsion lorsqu'il a été arrêté. Fondateur de Familias por la Justicia à l'adolescence, il est détenu au centre de détention nord-ouest de l'ICE à Tacoma et doit comparaître devant un tribunal de l'immigration en novembre.

- Près d'une douzaine de travailleurs qui organisaient un syndicat dans des usines locales de transformation de fruits de mer dans la région de New Bedford ont été arrêtés, dont Juan Francisco Mendez, qui avait demandé l'asile. L'ICE a brisé la vitre arrière de sa voiture à coups de marteau et l'a placé en détention.

- Mahmoud Khalil (29 ans), Mohsen Mahdawi (34 ans) et Yunseo Chung (20 ans), étudiants militants solidaires de la Palestine à l'université Columbia, étaient résidents permanents.

- Rümeyza Öztürk (30 ans), co-auteure d'un article d'opinion dans le journal étudiant de l'université Tufts, est titulaire d'un visa étudiant ; elle a été arrêtée par des hommes en civil masqués.

- Momodou Taal (31 ans), étudiant à l'université Cornell qui a organisé des manifestations contre le génocide israélien et la complicité des États-Unis, a été menacé d'expulsion et a finalement quitté le pays.

Début avril, le secrétaire d'État Marco Rubio a annoncé qu'il révoquait plus de 300 visas, déclarant : « *Nous vous avons donné un visa pour venir étudier et obtenir un diplôme, pas pour devenir un militant qui sème le trouble sur notre campus universitaire. Nous vous avons donné un visa et vous décidez de faire cela – nous allons vous le retirer* » (7).

Pourtant, personne n'avait été inculpé d'un crime.

Rubio affirme que la simple présence de militants politiques constitue une menace pour la politique étrangère américaine. À la suite de révélations dans les médias, 1 000 étudiant-es ont découvert que leur visa avait été soudainement annulé, et l'administration a fait marche arrière.

Le Département de la Sécurité intérieure a lancé une campagne publicitaire d'un million de dollars exhortant les immigrant-es à quitter volontairement les États-Unis sous peine d'être expulsé-es sans possibilité de retour. Tout en se félicitant

du succès de ces publicités, en mai 2025, ils ont annoncé une campagne (8) offrant 1 000 dollars et une aide au voyage à ceux qui accepteraient de retourner dans leur pays et ont proclamé qu'un Hondurien avait déjà accepté cette offre.

Le niveau des expulsions

Compte tenu de la contradiction entre le besoin de main-d'œuvre et le discours musclé de Trump et Vance, on peut se demander si l'administration Trump parviendra à expulser davantage de personnes que les administrations Biden ou Obama.

Les entreprises trouveront les travailleur-ses dont elles ont besoin grâce à divers programmes d'exemption. Cette partie de la main-d'œuvre, qui se sentira en insécurité en raison de son statut précaire, vivra dans l'ombre, occupera des emplois moins stables et vivra dans des communautés moins sûres.

Malgré la campagne pour la détention et l'expulsion, l'administration Trump a accéléré la procédure d'asile pour les Sud-Africains blancs, principalement d'origine afrikaner. Le département d'État a organisé et financé le transport des 49 premiers, qui sont arrivés le 12 mai. Ils seront aidés par le Bureau de réinstallation des réfugiés.

Trump a affirmé que les Sud-Africains blancs, qui disposent en moyenne de 20 fois plus de ressources qu'un Sud-Africain noir, sont victimes de discrimination raciale. Pendant ce temps, 20 000 réfugié-es qui ont été contrôlé-es et dont la réinstallation a été acceptée par le programme américain d'admission des réfugiés restent dans l'incertitude.

Alors que des millions de personnes sont contraintes de quitter leur foyer en raison de la guerre, de la pauvreté ou de catastrophes environnementales, les catégories de réfugié-es existent principalement pour les empêcher d'entrer. C'est cette catégorisation, plutôt que les frontières, qui s'avérera insoutenable. ■

Le 16 mai 2025



6) « ICE expands use of ankle monitors, aiming to track more than 4.5M migrants roaming streets », Jennie Taer, 9 mai 2025, *New York Post*.

7) « Trump administration advances immigration crackdown on foreign student protesters », Alana Wise, 28 mars 2025, *NPR*.

8) « DHS Announces Historic Travel Assistance and Stipend for Voluntary Self-Deportation », Homeland Security.

« Les systèmes militaro-industriels pourraient représenter des noyaux totalitaires de notre société »

Dans un contexte marqué par l'intensification des conflits interimpérialistes et des projets de militarisation de l'économie, nous avons souhaité avoir le point de vue de Claude Serfati sur l'actualité politique et économique internationale.

Entretien de
Hélène Marra et Nicolas Menna avec
Claude Serfati

Votre travail sur l'industrie militaire et sa fonction géopolitique semble résonner avec la situation actuelle. Nous vivons, depuis plusieurs décennies, une crise de la rentabilité du capital, la persistance de la guerre et même son aggravation. Les foyers se situent en Moyen-Orient, en Afrique et désormais aussi en Europe avec l'agression russe en Ukraine. Suite au désengagement militaire des États-Unis, les États européens, ayant abandonné la perspective d'un capitalisme vert, semblent prêts à engager un « tournant militariste » sous prétexte de faire face à la menace russe.

Je pense qu'il faut partir du fait que l'élection de Trump et les mesures qu'il a prises ouvrent une période de chaos et de marche vers des territoires incontrôlés. Trump même ne sait pas exactement où ça mènera mais, comme on dit en français, « il faut que ça passe ou que ça casse ». Plutôt que de s'intéresser aux traits de caractère psychologiques ou pathologiques du personnage, il faut, au contraire, replacer le rôle des individus dans l'histoire par rapport à la situation. Il ne pouvait y avoir qu'un

individu comme Trump pour casser ce qui est à casser pour les besoins du capitalisme américain.

Depuis la fin des années 2000, le capitalisme est entré dans une nouvelle situation – c'est ce que j'appelle « le moment 2008 » qui s'est traduit à la fois par une crise économique et financière et par le ralentissement considérable de l'accumulation du capital que vous venez de rappeler. Le deuxième élément fondamental est le recul géopolitique et économique des États-Unis face à l'émergence de la Chine, tandis que le troisième ce sont les limites physico-environnementales que la nature dresse face aux prétentions du capital. Dès lors, l'accumulation ne peut se faire qu'en violant de plus en plus les lois de la nature. Les bases de données de l'intelligence artificielle consomment 3 % de la consommation énergétique totale des États-Unis en 2024. Les prévisions pour les années à venir, c'est-à-dire avant 2030, sont estimées à 8 %, et jusqu'à 12 % selon le département d'énergie des États-Unis. Cela a des conséquences sur la destruction de la nature et la raréfaction des ressources

“ *L'accumulation ne peut se faire qu'en violant de plus en plus les lois de la nature.* ”

et explique l'urgence avec laquelle Trump a déclaré sa volonté d'annexer le Groenland et le Canada, précisément dans le but d'élargir les bases de ressources minérales des États-Unis.

Cette situation existe depuis le « moment 2008 » mais les réponses données par l'administration américaine,



Claude Serfati

Claude Serfati est économiste, spécialiste des processus de mondialisation économique et financière et de l'industrie de l'armement. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles scientifiques comme *L'État radicalisé*, publié en 2022 aux Éditions La Fabrique et *Un monde en guerres* publié par Textuel en 2024.

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

sous Obama et ensuite Biden, cherchaient à contenir l'irrésistible ascension économique, géopolitique et donc militaire de la Chine, tout en continuant à s'appuyer sur ce que j'appelle « le bloc transatlantique », c'est-à-dire en reproduisant l'ordre libéral, économique international qui prévalait depuis 1945. Cette stratégie n'a pas permis de contenir l'ascension de la Chine ni le recul des États-Unis et encore moins la dévastation environnementale qui rend l'accès aux ressources de plus en plus diffi-

cile. C'est donc, dans ce contexte, qu'un personnage caractériel comme Trump se lance dans une fuite en avant qui conduit vers un précipice dans lequel l'économie mondiale et l'humanité risquent d'être englouties. Trump sème le chaos mais il n'a aucune certitude qu'il en récoltera les bénéfices. C'est là que les personnages rencontrent les lois de l'histoire : le court-termisme de Trump est à l'image du court-termisme de l'horizon du capital étatsunien. Celui-ci n'a plus de vision stratégique, sauf celle de briser l'essor économique et géopolitique de la Chine avant 2030. Helvétius, le grand encyclopédiste des Lumières français, dit que « *l'évolution sociale a besoin de grands hommes et quand elle ne les trouve pas, elle les invente* ». Cette formule est reprise par Marx dans *Les luttes classes en France* entre 1848 et 1850. Elle résume bien la relation entre les grands hommes dans l'histoire et les lois structurelles fondamentales du capitalisme.

Vous considérez donc cet affrontement entre les États-Unis et la Chine comme central pour comprendre la dynamique du capital mondial. Comment la politique européenne s'inscrit-elle là-dedans ? Comment interprétez-vous l'annonce des 800 milliards d'euros d'investissement dans le cadre du plan de réarmement de l'Europe ? Que dire de la reconversion militaire de l'Allemagne pour faire face à la crise du secteur de l'automobile ? Comment l'Europe compte-t-elle rester dans la course mondiale dans le contexte de pénurie qu'on a évoqué à l'instant ?

Le fait qu'il s'attaque également à l'Europe est sans doute l'aspect le plus surprenant de la politique de Trump et c'est ce qui a beaucoup terrorisé les dirigeants européens. C'est très important, pour votre revue et pour mener les discussions théoriques sur ces questions, de comprendre que, contrairement à ce que certain-es ont longtemps cru, il n'y avait pas un seul super-impérialisme dans le monde qui tendait à vassaliser les bourgeoisies européennes.

Comme je l'ai écrit régulièrement depuis les années 1990, ma position a toujours été celle d'identifier les rivalités inter-impérialistes, non pas uniquement avec la Chine mais également au sein du

Drone Watchkeeper WK450 produit par Thales, servant, une fois armé, de drone de combat de l'armée israélienne. © Brthebest / CC BY-SA 3.0



bloc transatlantique. Bien sûr, la domination militaire des États-Unis empêchait l'éclatement d'une guerre entre ces pays, ce qui a conduit, à tort, une bonne partie du courant marxiste à décréter la fin des guerres inter-impérialistes. Aujourd'hui, on assiste à cette situation extraordinaire qui nous autorise à nous poser une question presque taboue : peut-il exister une guerre armée entre les États-Unis et l'Europe ? Bien sûr, aujourd'hui je réponds non, mais il faut bien comprendre que le simple fait qu'on pose la question donne une mesure de l'ampleur des rivalités inter-impérialistes et du rôle joué par l'offensive de Trump.

C'est une dimension très importante, qui « donne des prétextes » aux dirigeants de l'UE pour accélérer la militarisation. Je ne dirais pas à remilitariser, parce qu'en fait elle est déjà militarisée depuis longtemps. Je me suis attelé à expliquer que si on ne peut pas parler d'un impérialisme européen au singulier, il faut surtout se garder de considérer qu'il n'y avait pas d'impérialismes en Europe. Vous avez cité l'Allemagne, la France, et on aurait pu citer aussi le Royaume-Uni. Dans une mesure bien plus restreinte, on voit que les jeux géopolitiques autour de la Libye montrent que même l'Italie, qui est pourtant un vestige d'impérialisme, a encore ses ambitions.

S'il n'y a pas de rupture, le plan « réarmer l'Europe » est néanmoins très important. Dans l'article disponible dans la revue du Conseil scientifique d'Attac publié en juin 2024 (1), j'évoque

des lignes de force qui me paraissent encore pertinentes un an après. D'une part, l'Union européenne a militarisé son territoire en augmentant les dépenses militaires de plus de 50 % depuis 2014. D'autre part, même si on regarde les dépenses militaires de l'Union européenne aujourd'hui, en parité de pouvoir d'achat (2), elles sont plus importantes que celles de la Russie.

Je ne théorise pas cela en disant que l'Europe est plus armée que la Russie, ça serait absurde, mais c'est tout aussi absurde d'expliquer que l'Europe ne dépense pas assez pour faire face à la Russie lorsqu'on connaît ces chiffres. Il y a donc indéniablement une poussée militariste, une accentuation d'un processus en cours depuis les années 2010. Il y a cette masse

énorme d'argent qui est annoncée et la reconnaissance, par la Commission elle-même, qu'il incombe aux États membres de prendre en charge à la fois l'essentiel des dépenses et la responsabilité de la militarisation. Cette augmentation des dépenses va principalement faire croître, engrosser et engraisser les systèmes militaro-industriels nationaux, et principalement ceux qui existent en France et en Allemagne, d'un côté, et au Royaume-Uni de l'autre côté.

“ *Les bases de données de l'IA utilisent 3 % de la consommation énergétique des États-Unis. Les prévisions pour les années à venir sont estimées à 8 %. Cela explique l'urgence avec laquelle Trump a déclaré sa volonté d'annexer le Groenland et le Canada.* ”

1) Claude Serfati, « La militarisation de l'Union européenne accélère », *Les possibles*, 13 mai 2024.

2) La parité de pouvoir d'achat (PPP) est un taux de conversion monétaire qui exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services.

Militarisme

J'ouvre ici une parenthèse : j'ai regardé le plan allemand qui supprime l'interdiction du déficit budgétaire. S'il y a bien une militarisation accrue de l'Allemagne comme de la France, une différence majeure existe : plus de la moitié de ces mille milliards est consacrée à la transition énergétique et aux infrastructures pour l'amélioration des routes, des voies de transport, etc. On voit bien que, par rapport à l'industrie française qui est de plus en plus recroquevillée sur l'armement, l'Allemagne ne peut pas renoncer, sous peine de périr, à son objectif d'être la plus puissante économie de l'UE et sans doute la deuxième au monde. Au contraire, le mode d'existence de la France, tel qu'il apparaît de plus en plus, c'est de préserver son statut international militaire et donc de renforcer son système militaro-industriel. Avec les conséquences dramatiques de « guerre sociale » contre les droits des salarié-es, des immigré-es et de la jeunesse ainsi que des menaces contre les libertés démocratiques. Il y a donc un plan général, tous les pays se militarisent, mais avec des spécificités nationales.

Il faut donc faire une distinction entre un militarisme économique comme celui de l'Allemagne, première puissance européenne, et un militarisme français au sens le plus exact du terme. La France apparaît aujourd'hui comme un impérialisme en crise qui perd son influence en Afrique et souffre de la concurrence économique de l'Allemagne et des autres puissances.

Oui, c'est très important. L'économie française est la seule déficitaire des 15 pays de la zone euro, qui affichent tous des excédents commerciaux, c'est-à-dire qu'elle achète beaucoup plus au reste du monde ou aux européens qu'elle ne leur vend. De plus, les échanges commerciaux de la France sont déficitaires avec tous les pays de l'eurozone, ce qui reflète l'écart de compétitivité entre l'industrie française et les autres industries européennes comme l'industrie allemande bien sûr mais aussi l'italienne où l'industrie manufacturière est supérieure à celle de la France. Cette dernière accumule, depuis 2008, un déficit commercial cumulé de 500 milliards d'euros avec l'eurozone.

3) Pour un examen récent, voir le chapitre « Production d'armes et catastrophe industrielle » dans *L'État radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée*, La Fabrique, 2022.



Le 10 mai 2025, en Pologne, rencontre entre le Premier ministre du Royaume-Uni Keir Starmer, le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz et le Premier ministre polonais Donald Tusk avant de se rendre en Ukraine pour rencontrer le président ukrainien Volodymyr Zelensky. © Simon Dawson / 10 Downing Street.

L'affaiblissement de la France n'est donc pas seulement vis-à-vis de la Chine ou des États-Unis, il est vraiment au sein même de ce qui a constitué la stratégie française depuis 50 ans, c'est-à-dire faire de l'Europe un tremplin de puissance pour la France. On s'est très vite aperçu, à partir des années 1990, que cette ambition de dominer l'Europe était illusoire. Les gouvernements se sont alors nourris de l'espoir que l'« avantage compétitif » de la France au sein de l'Europe reposerait sur le militaire. Puisque la militarisation de l'UE était inévitable, les dirigeants français vivaient dans la croyance que leur pays serait leader dans ce domaine. Or, la France connaissait déjà un recul géopolitique en Afrique, au Liban et au Moyen-Orient mais la guerre en Ukraine a définitivement mis fin à cette illusion que la France pourrait jouer le rôle du régent de la défense européenne. En effet, si l'industrie française s'est construite autour du militaire, cette stratégie a toutefois fini par avoir des effets désagrégeateurs sur l'ensemble de l'industrie civile, ce qui n'est pas du tout le cas de l'Allemagne, comme je l'ai documenté depuis longtemps (3).

Quand l'Allemagne décide d'engager un plan de 1 000 milliards de dollars, elle le fait parce qu'elle dispose de formidables excédents commerciaux mais aussi d'excédents budgétaires. Aujourd'hui, en France, on s'apprête à augmenter les dépenses militaires qui, en 2025, sont à peu près de 50 milliards d'euros, et les faire passer à 70 milliards, voire à 90 milliards, comme affirmé par le ministre de la Défense Lecornu. Il est donc évident qu'il va falloir prendre cet argent sur les dépenses sociales, ce qui veut

dire concrètement augmenter l'exploitation du salariat. En France, plus qu'ailleurs, le recul économique pose aujourd'hui la question du beurre ou des canons, c'est-à-dire que soit vous choisissez les canons, soit vous choisissez « le beurre » et donc le maintien des droits sociaux. Il est donc très important d'étudier, dans les dynamiques des années à venir, la façon dont la divergence de trajectoire entre l'Allemagne et la France va augmenter car, si les deux pays militarisent, ils le font dans des contextes économiques, internationaux et dans le cadre de rapports politiques internes très différents.

Dans notre courant, suite au chaos provoqué par la réélection de Donald Trump, on parle d'un pacte entre les États-Unis et la Russie, comment vous positionnez-vous là-dessus ?

Personne ne peut prévoir l'avenir mais je crois que certains ont pris un peu rapidement l'accord sur le dépeçage de l'Ukraine entre Trump et Poutine pour un « revirement stratégique ». Leur convergence idéologique ne doit pas conduire à imaginer une sorte de pacte structurel entre Trump et Poutine. Ceci est d'ailleurs démenti par les dirigeants américains eux-mêmes. Marco Rubio, le secrétaire d'État, s'est exprimé en ce sens lors d'une conférence sur le soutien à l'Ukraine qui s'est tenue à Bruxelles il y a quelques mois. Il n'y a ni abandon définitif des Européens par les États-Unis, ni une entente stratégique durable entre Poutine et Trump. Rubio confirme que ce qu'ils veulent, c'est faire en sorte que les États-Unis s'occupent de la Chine et que l'Europe s'occupe de la

Russie. La ligne directrice est *l'Amérique d'abord*, c'est la volonté de faire la peau à la Chine.

Si les Européens ne veulent pas rester de leur côté, ils vont tenter de les casser mais si les Européens, pour des raisons diverses, arrivent à travailler avec Trump, la configuration pourrait encore changer. Il faudra aussi observer la réaction de la Russie par rapport à l'agression dont la Chine est victime sur le plan commercial depuis le 1^{er} avril 2025. En somme, l'accord Poutine-Trump, visant avant tout à déposer l'Ukraine, n'engage pas l'avenir des relations entre les deux impérialismes sur un chemin de paix permanente.

En France, nous connaissons le problème d'un régime fort, celui de la 5^e République.

On parle souvent à ce propos d'« État autoritaire » ou d'« autoritarisme ».

En tout cas, il y a une sorte de radicalisation

des bourgeoisies permettant, dans l'actuelle situation de crise, de poursuivre et aggraver les politiques d'austérité budgétaire. Nous commençons à vivre les premiers mouvements sociaux comme Hands Off aux États-Unis ou encore les mobilisations étudiantes en Europe mais cela reste pour l'instant insuffisant. Voyez-vous des formes de résistance possibles ?

Je pense qu'il faut tirer un bilan difficile et douloureux du positionnement des courants radicaux sur la question du militarisme. Ce n'est pas du tout pour faire une critique négative mais les courants radicaux ont sous-estimé le fait que le capitalisme n'est pas simplement

un régime économique fondé, comme on l'a dit de façon maladroite, sur le néolibéralisme, mais c'est aussi un régime de domination sociale qui a besoin d'un État et d'une force armée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Le fait d'avoir négligé cette dimension au profit d'une vision centrée sur la mondialisation néolibérale et la victoire du marché, a empêché de voir qu'il y avait en même temps les guerres pour les ressources, qui déchirent principalement les pays africains et qui étaient complètement intégrées dans les chaînes de production des grands groupes mondiaux. Cette vision a également conduit à négliger les rivalités persistantes entre les pays impérialistes. La militarisation a d'ailleurs très vite recommencé après la chute du mur de Berlin.

Dès la fin des années 1990, tous les budgets des pays développés, de la Russie et de la Chine, sont repartis à la hausse. Aujourd'hui, on paye encore cette

illusion que l'idéologie dominante a réussi à insuffler, même dans la tête des penseurs critiques, que finalement c'était la victoire du marché. Dans mes articles, j'ai essayé d'expliquer qu'à la fin des années 1990, la victoire du capital financier était fortement liée aux groupes de l'armement et à leurs valeurs boursières,

devenues extrêmement rentables. Il faut savoir qu'aux États-Unis, depuis des dizaines d'années, le rendement boursier des valeurs de l'armement pour les actionnaires a été supérieur à la rentabilité de l'indice S&P, c'est-à-dire l'indice qui regroupe les 500 premières valeurs étatsuniennes. Cette idée que les « marchés » vont de pair avec la guerre était minoritaire dans les cercles critiques. Même cette penseuse souvent pertinente qu'est Ellen Meiksins Wood écrit en 2003 que *« l'impérialisme capitaliste est presque devenu entièrement une question de domination économique »* (4).

Dans ces milieux, les guerres étaient vues comme une sorte d'excroissance passagère ou, en tout cas, partielle, d'un processus beaucoup plus large qui était l'expansion du capital. J'ai essayé d'expliquer, aussi bien dans *La mondialisation armée* en 2001 qu'ailleurs, que les deux se tenaient étroitement et qu'on pouvait d'autant moins les séparer que le capital est de plus en plus confronté à ses propres limites qui sont des limites à la fois économiques et environnementales. En un mot, le capital en tant que rapport social demeure politiquement construit et territorialement fragmenté. Cela m'a conduit à penser que le militarisme était devenu, et on le voit bien avec Trump aujourd'hui, un mode d'existence même du capitalisme. Il faut mesurer à quel point l'enracinement des systèmes

“ *Le capital en tant que rapport social demeure politiquement construit et territorialement fragmenté.* ”

Krieg und Leichen, die letzte Hoffnung der Reichen – Guerre et cadavres, le dernier espoir des riches. John Heartfield.



4) « Capitalist imperialism has become almost entirely a matter of economic domination », Ellen Meiksins Wood, *Empire of Capital*, Verso, Londres, 2003, p.153.

militaro-industriels (SMI), essentiellement celui des États-Unis mais aussi de quelques autres pays dont la France, s'est renforcé depuis les années 1950 au rythme de la crise de l'accumulation et de ses difficultés, au rythme des rivalités géopolitiques des années 2000 au point que ces SMI représentent aujourd'hui des noyaux totalitaires de notre société. Le fait que les systèmes militaro-industriels se situent à l'interface entre l'économie et la politique semble une aberration par rapport à toute une *doxa* marxiste qui part de l'idée qu'il y a une séparation stricte entre infrastructure et superstructure, ce qui a eu l'effet désastreux de marginaliser la politique. Quand vous lisez Hannah Arendt ou d'autres comme Franz Neumann, le juriste marxiste qui avait écrit *Béhémoth* (5) et qui parlait de capitalisme monopoliste totalitaire, vous voyez que l'une des caractéristiques du totalitarisme c'est précisément de faire disparaître la frontière entre l'économie et le politique. Tout en n'étant pas un politiste, c'est ce que j'ai compris de cette notion de « totalitarisme » que je n'aime pas beaucoup mais qui, comme le dit Enzo Traverso, est à la fois une mauvaise définition et une définition utile car elle nous permet de discuter.

Je pense qu'aujourd'hui, avec notamment la place que prend l'intelligence artificielle dans les systèmes d'armement, son rôle dans le contrôle des citoyens et les conséquences sur le salariat, nous pouvons parler d'une régénération des systèmes militaro-industriels et d'un noyau totalitaire qui se forme et qui aspire à être beaucoup plus qu'un simple pourvoyeur d'armes. Avec l'intelligence artificielle, on efface les frontières entre le fichage civil et le fichage militaire, entre les objectifs militaires et les objectifs civils, comme le confirme le génocide en Palestine. La détérioration et l'impasse du capital, en raison des limites imposées par la nature et par son propre mode de reproduction

des richesses, nous imposent de regarder les systèmes militaro-industriels autrement que simplement comme des instruments d'accumulation. Ils constituent de fait des institutions qui ont vocation à se diffuser dans la société sous des formes à la fois sécuritaires et civiles qui peuvent être tout autant dangereuses.

On parle désormais de technofascisme, illustré par cette alliance entre Trump et Musk aux États-Unis et donc cette imbrication très forte entre le capitalisme de plateforme et des Big Tech et les gouvernements

réactionnaires. Les patrons du capitalisme numérique se sont déplacés du camp démocrate vers le camp républicain. Ces complexes militaro-industriels se transforment et j'ai l'impression qu'ils sont de plus en

plus difficiles à critiquer précisément car ils sont noyés dans un discours autour des transformations technologiques, de l'innovation, où les pratiques de communication sont fortement liées aux logiques de surveillance des citoyens, d'exploitation des données et du travail de l'usager. Ces phénomènes ont été bien illustrés par le travail de Cédric Durand ou d'Antonio Casilli. Quels sont selon vous les liens avec l'industrie militaire ?

L'hypothèse que je fais est la suivante : après la Seconde Guerre mondiale, ce n'est pas la guerre qui a relancé l'économie capitaliste. Elle a certes détruit une masse formidable de forces productives, dont le prolétariat fait partie, mais c'est un mode d'accumulation intensive – comme on dit dans le langage de Marx – et les gains de productivité ont permis au capitalisme de sortir momentanément de son impasse. Les gains de productivité sont principalement fondés sur la substitution du capital au travail, donc sur un rôle croissant du « système des machines » comme dit Marx dans *Le Capital*, en termes actuels on dirait sur la technologie.

Mandel avait amorcé cette analyse pour caractériser le dernier âge du capitalisme. Son hypothèse pourrait être actua-

lisée et enrichie, à condition de mesurer à quel point, après la Seconde Guerre mondiale, la technologie est devenue, de façon de plus en plus imbriquée, à la fois une arme de pouvoir militaire et une arme de compétitivité économique. Après la Seconde Guerre mondiale, pour l'essentiel c'est bien l'arme de compétitivité économique qui a dominé. Je ne sous-estime évidemment pas l'empreinte du militarisme américain dans sa société mais disons que, dans l'immédiat après-guerre, c'est la volonté d'augmenter la plus-value produite par les salariés afin de remettre sur ses rails l'accumulation du capital qui a prévalu. L'imbrication entre les deux dimensions de la technologie – arme de destruction et vecteur de « compétitivité » – est devenue plus intense depuis les années 2000. Une illustration en est fournie par la notion de sécurité nationale, lancée par toutes les grandes puissances. Elle combine ces deux dimensions de la technologie et diminue l'écart entre guerre commerciale et guerre armée.

Il y a tout un débat chez les économistes et les marxistes autour de la façon de qualifier l'intelligence artificielle comme étant une quatrième révolution industrielle qui ferait suite à celle de la machine à vapeur, de l'électricité et du pétrole à la fin du 19^e siècle, puis de l'informatique et de l'électronique. Très développée, cette thèse donne l'espoir pour les défenseurs du capitalisme, ou la crainte pour ses critiques, d'une nouvelle phase d'expansion longue. En tant qu'économiste industriel et de l'innovation, je pense que l'idée que l'intelligence artificielle prolongerait les trois précédents cycles et en ouvrirait un quatrième, que les historiens appellent un « cycle expansif », est une pure illusion. En effet, cette analyse ne prend pas en compte les différences qualitatives de l'environnement politico-économique dans lequel l'IA se développe par rapport aux précédentes innovations.

L'IA s'est développée dans un contexte marqué par des fortes rivalités inter-impérialistes. L'examen des publications scientifiques en intelligence artificielle publiées dans le monde montre l'émergence de nombreux pays. En 2024, la France n'arrive d'ailleurs qu'au onzième rang et pas très loin derrière on trouve l'Iran, l'Arabie saoudite, la Turquie. Ce n'est pas comme ça que les autres révolutions technologiques ont eu lieu.

“ Je pense que l'idée que l'intelligence artificielle prolongerait les trois précédents cycles et en ouvrirait un quatrième, que les historiens appellent un « cycle expansif », est une pure illusion. ”

5) Franz Neumann, *Behemoth. The Structure and Practice of National-Socialism 1933-1944*, Oxford University Press, New York 1942.

Il s'est produit un phénomène de diffusion beaucoup plus lent. L'idée du développement inégal et combiné retrouve donc ici toute sa validité car l'intelligence artificielle s'est d'emblée construite dans un environnement économiquement concurrentiel et rival militairement.

Cet aspect en fait une menace qui la rend unique par rapport aux technologies du passé. En effet, de par sa polysémie et sa capacité à pénétrer dans tous les domaines, elle nous menace d'un triple point de vue : en tant que salarié-es, comme cela a effectivement été montré par Antonio Casilli et

d'autres, en tant que citoyens, victimes des contrôles répressifs et du fichage, et en tant que civil-es, car elle permet de décupler les cibles d'une attaque militaire. L'armée israélienne elle-même s'est félicitée des résultats de l'intelligence artificielle qui a permis en quelques semaines, dit-elle, de faire ce qu'il aurait fallu constituer pendant des années : le fichage de 30 000 « militants du Hamas », soit l'équivalent de plus d'un million de personnes en France.

Il faut comprendre que la technologie n'est jamais neutre et que cette dimension

“ *L'armée israélienne s'est félicitée des résultats de l'intelligence artificielle qui a permis en quelques semaines le fichage de 30 000 « militants du Hamas »* ”

transversale, salariale, civile et citoyenne, est incorporée par le système militaro-industriel. En intégrant les Big Tech (les Gafam), celui-ci peut non seulement détruire de façon extrêmement efficace des cibles, même si on provoque en même temps des victimes collatérales, mais il peut aussi étendre la sphère du contrôle social de la société.

En 1858, Marx écrit à Engels que le capitalisme est en train d'achever sa deuxième conquête du monde après celle du 16^e siècle, grâce à la colonisation de la Californie, de l'Australie et à l'ouverture du marché chinois et japonais et il ajoute « *puisque la terre est ronde, ce processus semble achevé* ». Rosa Luxemburg ajoute que le marché intérieur et le marché extérieur sont des notions non pas de géographie mais d'économie sociale. Aujourd'hui, on peut constater la clairvoyance de phrases fulgurantes de Marx sur le besoin compulsif du capital « *de faire argent de la conservation et du développement de la vie* » (6). Le capital, après avoir conquis les territoires physiques, s'attaque désormais aux territoires intangibles. Cela s'est produit dans les années 1990 avec le contrôle et la privatisation des processus de reproduction du vivant dans les semences, le séquençage génétique, etc. Aujourd'hui, le capitalisme contrôle ce que des courants féministes critiques appellent la reproduction sociale, c'est-à-dire les conditions mêmes d'existence de nos vies, grâce aux données que les Gafam sont capables de collecter sur notre dos ou sur notre PC. J'appelle ça un phénomène d'*involution* car le capitalisme n'est plus en évolution expansive vers l'extérieur, c'est comme s'il se repliait en quelque sorte sur sa principale victime qui est l'individu. Au final, l'insertion de l'intelligence artificielle dans les systèmes militaro-industriels va au-delà de la simple addition d'un outil technologique supplémentaire pour rendre les armes plus précises, ça a une portée beaucoup plus large qui impacte à la fois le travail, la citoyenneté et les formes de contrôle militaire et social. ■

Le 2 avril 2025

6) K. Marx, *Le Capital*, Livre III « Le procès d'ensemble de la production capitaliste », « § 6 : La transformation d'une partie du profit en rente foncière ».



Déclaration sur l'opération Sindoor

Les forces armées indiennes ont lancé l'opération Sindoor, qui a consisté en neuf frappes, réparties dans trois villes du Cachemire occupé par le Pakistan et dans la province du Pendjab, tandis qu'une contre-attaque du Pakistan, également condamnable, a fait des victimes à Poonch. Tout cela constitue une évolution extrêmement préoccupante, même si elle n'est pas tout à fait inattendue.

Par
Radical Socialist

Après l'attentat terroriste de Pahalgam, qui doit être condamné sans réserve et de manière unanime, le gouvernement Modi aurait dû rendre publiques et transparentes les informations dont il dispose sur les auteurs présumés, accepter la demande d'une enquête internationale à laquelle l'Inde devrait participer de manière centrale, et exiger que le gouvernement pakistanais participe à la recherche de la vérité afin que les coupables puissent être arrêtés et punis au nom de la justice. Un refus pakistanais de coopérer de cette manière l'aurait mis sur la sellette au niveau international et aurait justifié diverses mesures diplomatiques et matérielles que l'Inde aurait pu prendre à l'encontre du gouvernement, mais pas à l'encontre du bien-être de la population pakistanaise en général.

La stratégie du BJP

En effet, l'approche la plus sensée – et la plus dommageable pour le gouvernement d'Islamabad – est précisément de creuser un fossé encore plus grand entre la population pakistanaise et un gouvernement déjà profondément impopulaire. Au lieu de cela, en suspendant illégalement le traité sur les eaux de l'Indus et en appelant tous les citoyens pakistanais présents

1) Le bombardement de Balakot a lieu le 26 février 2019 dans le district de Mansehra, au Pakistan. Des Mirage 2000 indiens frappent un camp d'entraînement du groupe islamiste Jaish-e-Mohammed à la suite de l'attentat de Pulwama. Cette frappe en territoire pakistanais déclenche la confrontation indo-pakistanaise de 2019.

dans le pays (à l'exception des non-musulmans titulaires d'un visa de longue durée) à quitter immédiatement le territoire, ce gouvernement hindouiste choisit la voie de la souffrance économique collective du peuple pakistanais et du principe de la « culpabilité collective » de tou-tes les citoyen-nes musulman-es pakistanais-es.

Premièrement, cela ne fait que renforcer le chauvinisme anti-indien au Pakistan et accroître le soutien de la population à l'establishment militaire qui gouverne et cherche à étouffer toutes les voix progressistes et dissidentes, sapant ainsi les efforts visant à instaurer les libertés démocratiques plus importantes souhaitées par la grande majorité des citoyens.

Deuxièmement, ces deux mesures prises par New Delhi visent également à attiser la frénésie hypernationaliste au niveau national (ce qui est également l'objectif des exercices militaires civils pan-nationaux) afin de profiter au BJP lors des prochaines élections dans l'État du Bihar et, plus généralement, au-delà. En menant ces attaques transfrontalières par ses forces armées officielles, New Delhi s'est engagé dans des « actes de guerre » illégaux au regard du droit international. C'est la deuxième fois après Balakot que cela se produit (1). Cela crée un précédent militaire qui risque de se répéter à plusieurs reprises, à un niveau de plus en plus élevé, si des groupes (c'est-à-dire des acteurs non étatiques) commettent des actes terroristes similaires, ce qui est malheureusement très probable malgré nos espoirs.

Radical Socialist

Radical Socialist est la section indienne de la IV^e Internationale. Cet article est disponible notamment sur *International Viewpoint*. Les intertitres et la traduction sont de la rédaction.

Danger de guerre

De plus, depuis l'aube de l'ère nucléaire en 1945, il n'y a qu'en Asie du Sud que deux puissances nucléaires se sont attaquées – pour l'instant avec des armes militaires conventionnelles –, créant ainsi une possibilité effrayante d'escalade

des représailles pouvant aller jusqu'à une confrontation nucléaire.

Une grande partie de la population indienne, ainsi que des médias de droite très belliqueux, communitaristes et bruyants, réclament vengeance depuis l'acte horrible

commis à Pahalgam. Cela crée les conditions propices à des appels à la guerre beaucoup plus forts, tant à l'extérieur – contre le Pakistan – qu'à l'intérieur – contre l'ennemi imaginaire, à savoir les musulman-es en général et les Cachemiris en particulier. Pahalgam a poussé presque tous les partis politiques à se rallier au BJP. Sans surprise, les principaux membres du Congrès ont appelé à une action militaire. Malheureusement, les déclarations publiées par les principaux partis de gauche, CPI et CPI(M), après le lancement de l'opération Sindoor ont refusé de s'opposer à une telle action militaire. Une

“ Les affrontements militaires renforcent les haines religieuses et politiques en Inde et au Pakistan. ”

situation similaire s'est produite en 2019, lorsque l'Inde a fait monter les enchères et frappé des cibles à l'intérieur des frontières du Pakistan souverain. Nous avons eu la chance que la situation ne dégénère pas alors. Mais rien ne garantit aujourd'hui que le Pakistan agira de manière à ce que l'Inde et le Pakistan puissent tous deux revendiquer la victoire et laisser les choses s'apaiser. Si ce n'est pas le cas et si nous nous engageons dans la voie de la guerre, cela ne signifiera qu'une nouvelle perte de vies humaines des deux côtés de la frontière et d'intenses souffrances pour ceux qui souhaitent le moins la guerre.

Radical Socialist s'oppose à ces frappes militaires, qui ne s'attaquent pas au cœur de la crise politique sous-jacente au Cachemire, exacerbée par le régime Modi depuis 2019. Nous condamnons l'attisement des flammes de l'islamophobie par une grande partie des médias et des forces organisées de droite, ainsi que la culpabilité dont le gouvernement a fait preuve sur

ce front. Outre la perte de vies innocentes (terrorisme d'État de part et d'autre), ces affrontements militaires renforcent les haines religieuses et politiques en Inde et au Pakistan. Nous espérons que les travailleurs et les citoyens ordinaires des deux

pays se rangeront du côté de la paix et d'une résolution politique du conflit au Cachemire, plutôt que de rechercher des solutions militaires. ■

Le 8 mai 2025



Depuis la ligne de front

Depuis sa maison, à Lahore, près de la frontière de Wagah, Farooq Tariq a vécu les bombardements indiens de l'opération « Sindoor », qui ont fait 31 victimes, principalement des civils. Refusant d'évacuer Lahore malgré les supplications de sa famille, notre camarade documente la réalité d'un conflit que les médias officiels déforment des deux côtés. Son témoignage révèle une situation explosive entre deux puissances nucléaires, où la rhétorique nationaliste de Modi masque une instrumentalisation politique de la tragédie de Pahalgam. Face à cette escalade, ce dirigeant d'organisations paysannes appelle les forces progressistes d'Asie du Sud à s'unir contre l'hystérie guerrière et à exiger une enquête indépendante.

Par
Farooq Tariq

Le matin du 7 mai, lorsqu'on a sonné à ma porte et que je suis sorti pour voir qui sonnait, mon voisin m'a crié d'éteindre toutes mes lumières. Cet ordre m'a signalé que nous vivions un moment de guerre.

De mon habitation proche de la frontière de Wagah [Wagah est le seul point de passage frontalier terrestre entre l'Inde et le Pakistan], nous avons entendu un bruit assourdissant vers 8h30, suivi

d'une explosion. Un drone Harop indien, fabriqué par Israël, a frappé une installation militaire à proximité. Nous avons appris plus tard que quatre soldats ont été blessés.

Armé d'une ogive de 50 livres, le Harop utilise son système de caméra pour suivre et viser des cibles mobiles. Le drone peut voler pendant environ six heures ou franchir une centaine de kilomètres après son lancement depuis un camion.

En plus de celui ayant atteint une cible



Farooq Tariq

Farooq Tariq, militant de la Quatrième Internationale, est le secrétaire général du Pakistan Kissan Rabita Committee (Comité de liaison des paysans pakistanais) et le président du Haqooq Khalq Party.

Inde, Pakistan, Cachemire

près de nos maisons, de nombreux drones Harop ont été abattus par les forces armées pakistanaises avant de toucher leurs cibles. Mais dans la plupart des cas, ils sont tombés sur des civils. Par curiosité, des centaines de personnes se sont alors rassemblées pour voir où ces drones avaient été abattus. Les gens semblent inquiets mais pas paniqués.

De nombreux amis et camarades m'ont demandé si je pensais qu'une guerre à part entière aller être déclarée entre deux voisins dotés d'armes nucléaires. J'ai répondu que la guerre avait déjà éclaté...

Dangers de mort

Le gouvernement Modi a lancé l'opération Sindoore pour frapper neuf sites à l'intérieur du Pakistan. Les cibles visées étaient des madrassas [écoles religieuses] et des mosquées que Modi présente comme étant des bases de terroristes religieux.

Selon les chiffres publiés par l'armée pakistanaise, la plupart des 31 personnes qui sont mortes dans l'attaque menée par plus de 125 avions indiens pendant d'une heure étaient des civils, notamment des enfants et des femmes. Il y aurait eu encore plus de victimes si les madrassas n'avaient pas été évacuées juste après l'attaque fondamentaliste religieuse dans le Cachemire occupé par l'Inde. Vingt-six personnes, principalement des touristes, ont été tuées dans la région de Pahalgam le 22 avril 2025.

À ce moment-là, mes frères et sœurs m'ont demandé de quitter mon domicile à Lahore. J'ai refusé car il y a des installations militaires ou des cantonnements dans la plupart des villes pakistanaises. En pratique, contrairement aux précédentes guerres entre le Pakistan et l'Inde en 1965 et 1971, il n'y a pas eu d'exode massif des villes.

C'est la première fois que des missiles indiens frappent neuf villes pakistanaises. C'est une violation de la souveraineté du Pakistan, qui a été condamnée par presque tous les groupes politiques du pays, de droite à gauche. Mais contrairement aux partis politiques religieux de droite, la plupart des groupes de gauche exigent un arrêt immédiat de la guerre. Bien que proportionnellement beaucoup plus petite que la gauche indienne, la gauche pakistanaise était unanime.

Contrairement aux partis communistes indiens traditionnels qui ont abandonné toute indépendance vis-à-vis du

gouvernement BJP de Modi, il n'y a pas de bellicisme au Pakistan. Un sondage de *Gallup Pakistan* du 8 mai a rapporté que la majorité des Pakistanais-es ne sont pas en faveur d'une guerre avec l'Inde; la paix devrait être un objectif dans toute circonstance. Cependant, ce point de vue pourrait changer lorsque la guerre s'intensifiera.

La menace nucléaire

C'est la deuxième fois que l'Inde et le Pakistan entrent en guerre ouverte malgré la possession d'armes nucléaires, l'autre fois étant la guerre de Cargill en 1999. L'Inde a effectué son premier essai nucléaire en mai 1974 et a mené cinq autres essais en mai 1998, se présentant comme un État doté de l'arme nucléaire.

Le Pakistan a effectué ses essais nucléaires le 28 mai 1998, devenant ainsi officiellement un État nucléaire. Concrètement, cela signifie que les armes nucléaires ne sont pas un moyen de dissuasion contre la guerre.

Le Pakistan possède environ 170 ogives nucléaires, à peu près équivalentes à celles de l'Inde. Avec des enjeux incontestablement élevés, la décision de l'Inde de frapper à l'intérieur du Pakistan pour la troisième fois (2016, 2019 et maintenant en 2025) révèle que cette fierté d'avoir des bombes nucléaires n'est pas un moyen de dissuasion.

Les armes nucléaires sont les armes les plus inhumaines et les plus aveugles jamais créées. Elles violent le droit international, causent de graves dommages environnementaux, sapent la sécurité nationale et mondiale et détournent de vastes ressources publiques qui pourraient répondre aux besoins humains. Ce ne sont pas des armes de guerre mais des armes de destruction totale. Une seule bombe nucléaire explosant sur une grande ville pourrait tuer des millions de personnes.

L'évolution des événements au Cachemire

Bien que les deux pays soient responsables de la guerre par procuration, le régime Modi a clairement instrumen-

talisé la tragédie de Pahalgam pour détourner l'attention de ses échecs au Cachemire, renforcer sa popularité nationale et faire progresser ses objectifs stratégiques concernant le système fluvial de l'Indus et l'hégémonie régionale.

Le Pakistan est accusé de soutenir le groupe terroriste qui a conduit à la terrible perte de vies à Pahalgam au Cachemire. Cependant, les réalités actuelles dressent un tableau différent.

Bien qu'il ne fasse aucun doute que le gouvernement pakistanais a soutenu et promu ces groupes fanatiques religieux pendant des décennies après la révolution de Saur en Afghanistan en 1978, c'était par la volonté et les exigences de l'impérialisme américain. Depuis 2022, lorsque le gouvernement d'Imran Khan a été dissout après un vote de défiance,

“*Les armes nucléaires sont les armes les plus inhumaines et les plus aveugles jamais créées. Ce ne sont pas des armes de guerre mais des armes de destruction totale.*”

la relation entre la direction militaire et ces groupes fanatiques s'est dégradée. Il y a eu une escalade des attaques des fanatiques contre les institutions de l'État pakistanais depuis que les talibans sont revenus au pouvoir en Afghanistan.

Le gouvernement taliban en Afghanistan soutient les talibans pakistanais dans leurs tentatives de s'emparer du gouvernement.

Cela inclut des attentats à la bombe, des attaques suicides, l'occupation de zones et une pression pour forcer le peuple à les soutenir. Les talibans pakistanais ont été renforcés par les talibans afghans qui leur ont donné des armes abandonnées par l'OTAN lorsque les Américains ont quitté l'Afghanistan.

En 2024, le Pakistan a connu l'une des années les plus violentes depuis plus d'une décennie. Les fanatiques religieux ont pris le contrôle de plusieurs zones de la province de Pakhtunkhwa. Presque chaque jour, des attaques du Tehreek Taliban Pakistan (TTP) infligeaient de lourdes pertes aux forces armées pakistanaises.

Ils ne coopèrent plus, ils sont au contraire maintenant en confrontation ouverte. L'État pakistanais ne soutient plus ces groupes fanatiques, qui s'appuient maintenant sur les talibans afghans.

Bien sûr, des groupes fanatiques religieux sont encore actifs dans le Cachemire occupé par l'Inde et le soutien des

habitant·es est important, il pourrait même se renforcer. Mais il est difficile de croire que le gouvernement pakistanais actuel ait quoi que ce soit à voir avec l'attaque d'avril 2025. L'attaque terroriste de Pahalgam semble être un acte d'un groupe fanatique religieux indépendant.

Non à la guerre !

Le danger est maintenant que la guerre s'éternise. Les deux gouvernements ont revendiqué la victoire. Mais si elle devait continuer, ce ne serait pas comme en 1965 et en 1971, lorsqu'il y a eu des combats au sol. Aujourd'hui, l'Inde utilise les mêmes tactiques qu'Israël utilise à Gaza. Des missiles et des attaques de drones pourraient détruire les infrastructures, et une intervention au sol pourrait intervenir seulement dans un deuxième temps. Le Pakistan n'est pas la Palestine. Il possède une armée importante, bien entraînée et équipée. Pourtant, il lui manque les armes modernes que l'Inde possède.

La situation est très volatile et instable. Cela signifie que tout est possible.

Ce que nous savons, c'est que la guerre apporte la destruction et que

personne n'y gagne. Poursuivre le conflit ne fera que causer davantage de pertes humaines. Si on écoute les médias indiens et pakistanais, chaque camp revendique la victoire. Pourtant, une paix durable exige le respect de la souveraineté, la fin de la guerre par procuration et la démilitarisation du Cachemire. Toute guerre entre nations dotées d'armes nucléaires serait catas-

trophique, tant à l'échelle régionale que mondiale.

Les forces progressistes de toute l'Asie du Sud doivent s'unir contre l'hystérie guerrière et agir pour un avenir pacifique. Nous exigeons une enquête indépendante sur l'attaque de Pahalgam afin d'établir les faits et les responsabilités. ■

Le 9 mai 2025



Le missile balistique Agni-V lors de la parade du Jour de la République. © Ministère de la Défense, gouvernement de l'Inde.

Sur le conflit indo-pakistanaï et la crise au Jammu-et-Cachemire

Le Jammu Kashmir Awami Workers Party (JKAWP) exprime sa profonde préoccupation face à la récente escalade de la violence au Jammu-et-Cachemire, en particulier l'horrible attaque fondamentaliste contre des civils à Pahalgam, dans la partie du Cachemire occupée par l'Inde. Nous condamnons fermement cet acte brutal et pleurons la perte de vies innocentes. La violence contre des civil·es non armé·es, quelle qu'en soit l'origine, est inacceptable et doit être universellement condamnée.

Par le
Jammu Kashmir Awami
Workers Party

Cette nouvelle vague de conflit armé et d'agression transfrontalière a une fois de plus transformé la région en zone de guerre. La classe ouvrière et les communautés opprimées du Jammu-et-Ca-

chemire en paient le prix fort, en vies humaines, en maisons détruites et en avènements brisés. Cette violence n'est pas le fruit du hasard ; elle reflète une stratégie de longue date des États indien et pakistanais visant à maintenir l'instabilité, à diviser la population et à réprimer tout mouvement qui revendique la liberté, la dignité et la démocratie.



**Jammu Kashmir
Awami Workers Party**

Le Jammu Kashmir Awami Workers Party est la section du Cachemire de la IV^e Internationale. Ce texte est un communiqué de presse du JKAWP.

Inde, Pakistan, Cachemire

Le JKAWP affirme que les gouvernements indien et pakistanais utilisent la situation actuelle comme prétexte pour intensifier la répression étatique. Sous couvert de « sécurité nationale » ils répriment les mouvements progressistes et populaires, tant au Cachemire occupé par l'Inde qu'au Jammu-et-Cachemire occupé par le Pakistan, y compris au Gilgit-Balistan. Des militant·es, des étudiant·es, des travailleur·ses et des journalistes sont harcelé·es, détenu·es ou réduit·es au silence pour avoir simplement défendu leurs droits et la justice.

Le conflit au Cachemire trouve ses racines dans la partition coloniale du sous-continent par l'impérialisme britannique, une division sectaire qui a laissé derrière elle une question nationale non résolue. Aujourd'hui, les élites au

pouvoir en Inde et au Pakistan continuent d'exploiter cet héritage pour servir leurs propres agendas nationalistes, capitalistes et militaires. Le peuple du Jammu-et-Cachemire se voit toujours refuser son droit à l'autodétermination, tandis que son territoire est militarisé, ses ressources exploitées et sa voix étouffée.

“ *Le JKAWP appelle les mouvements des travailleur·ses, anti-impérialistes et démocratiques internationaux à se tenir aux côtés du peuple cachemiri.* ”

Au lieu de répondre aux aspirations légitimes de la population, les deux États ont intensifié leurs guerres par procuration, renforcé leur présence militaire et encouragé l'extrémisme religieux. Ces politiques n'ont pas apporté la sécurité ni la paix, elles n'ont fait qu'aggraver les souffrances et les divisions.

Le JKAWP dénonce l'utilisation du Jammu-et-Cachemire comme champ de bataille permanent. Les commu-

nautés frontalières vivent sous la menace constante des bombardements, des arrestations, de la surveillance et des déplacements. Des milliers de personnes ont été tuées ou blessées. Les moyens de subsistance, l'éducation et les soins de santé ont été dévastés. Les jeunes du Cachemire continuent de grandir dans le climat de l'occupation et dans la peur.

Malgré cela, l'appel du peuple reste clair et inébranlable : l'autodétermination et la réunification de toute la région du Jammu-et-Cachemire. Il ne s'agit pas d'une demande de charité ou de concession, mais d'un droit démocratique et historique.

Le JKAWP appelle les mouvements des travailleur·ses, anti-impérialistes et démocratiques internationaux à se tenir aux côtés du peuple cachemiri. La lutte du Cachemire n'est pas isolée : elle s'inscrit dans le combat mondial contre le colonialisme, le militarisme et l'exploitation néolibérale. Nous appelons les syndicats, les organisations étudiantes, les réseaux de justice sociale et les mouvements de gauche du monde entier à faire entendre leur voix et à soutenir la juste cause du peuple cachemiri.

Le JKAWP déclare :

- Nous rejetons la guerre, le militarisme et les conflits par procuration entre l'Inde et le Pakistan.
- Nous rejetons le fondamentalisme religieux, le sectarisme et la répression étatique sous toutes ses formes.
- Nous rejetons l'occupation continue et la division artificielle du Jammu-et-Cachemire.
- Nous exigeons la libération immédiate des prisonniers politiques, le rétablissement des libertés civiles et la fin de la répression des mouvements populaires.
- Nous exigeons le droit à l'autodétermination, sans réserve et sans condition, pour toutes les régions du Jammu-et-Cachemire, en tant qu'entité politique et historique unique et indivisible.

Le JKAWP soutient sans faille le peuple opprimé du Jammu-et-Cachemire. Nous croyons que seule une lutte unifiée de la classe ouvrière, au-delà des frontières, des religions et des divisions ethniques, peut apporter une paix, une justice et une libération véritables.

La paix dans la justice. La réunification dans la dignité. La libération par le pouvoir du peuple. ■



Le 8 mai 2025

La lutte pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité dans le Caucase

La Géorgie, une petite nation de 3,8 millions d'habitant·es située dans le Caucase, est plongée dans une crise profonde. Sa population s'est soulevée contre le parti au pouvoir, Rêve géorgien, en réaction à l'adoption de la loi sur l'influence étrangère – inspirée de la loi russe –, d'une loi homophobe de propagande anti-LGBTQ, face au trucage des récentes élections et contre la suspension des négociations d'adhésion à l'UE.

Entretien d'Ashley Smith avec Vano Abramashvili, Maia Barkaia, la Eradze et Sopho Verdzueli

Le milliardaire Bidzina Ivanishvili tire les ficelles de Rêve géorgien. Oligarque le plus riche du pays, il possède une fortune de 6,4 milliards de dollars, soit plus de la moitié du budget de l'État et un cinquième du PIB du pays. Lui et son parti, malgré leurs conflits avec l'Occident et leurs rapports privilégiés avec la Russie, collaborent avec toutes les puissances impérialistes et avec les multinationales pour piller et exploiter la population, les richesses et les ressources du pays.

Excédé par un tel autoritarisme et une telle exploitation, le peuple géorgien a déclenché l'une des mobilisations de masse les plus importantes et les plus longues de l'histoire de son pays. Il lutte pour la démocratie et l'égalité. Rêve géorgien a réagi avec la plus grande brutalité, réprimant et arrêtant les manifestant·es. Mais le mouvement ne montre aucun signe de recul. Le pays est sur le fil du rasoir.

Au cœur de cette lutte sans précédent, des militant·es de gauche se sont rassemblés pour former le Mouvement pour la social-démocratie afin de combler le vide laissé par la gauche. Ashley Smith, de

Tempest, s'entretient avec des militant·es de cette lutte et membres dirigeant·es de la nouvelle organisation.

Le peuple géorgien est engagé depuis des mois dans une lutte acharnée contre le gouvernement de Rêve géorgien. Qu'est-ce qui a déclenché ces manifestations ? Quelles sont ses principales revendications ?

Sopho Verdzueli : Les causes profondes des manifestations de masse intenses et persistantes, ce sont les élections du 26 octobre et les événements qui ont suivi, notamment la décision de Rêve géorgien (RG) de suspendre le processus d'adhésion

à l'Union européenne. RG a manipulé les élections pour s'assurer un contrôle total sur le gouvernement. Cela a précipité la crise de notre système politique, une crise qui existe depuis longtemps.

Le pays est en proie à de graves problèmes, notamment un système électoral inéquitable qui assure une concentration du pouvoir. Il manque d'institutions indépendantes pour se prémunir contre la manipulation des résultats ou d'autres formes d'abus de pouvoir. Ce système corrompu est le produit de tous nos autres problèmes politiques et économiques : le contrôle par les élites des médias qui ne font que de la



Vano Abramashvili

Vano Abramashvili est membre fondateur du Mouvement pour la social-démocratie en Géorgie. Il se consacre principalement à la recherche sur les conflits dans le Caucase du Sud. Il est l'auteur de diverses publications analytiques sur la paix et la sécurité dans la région et contribue à plusieurs magazines en ligne géorgiens sur les affaires du Caucase du Sud.

propagande, la pauvreté et les inégalités, l'absence de contrôle démocratique sur le pouvoir et la migration hors du pays.

RG est contrôlé par l'oligarque Bidzina Ivanishvili, l'une des personnes les plus riches du monde. RG a eu recours à diverses formes de manipulation pour assurer sa réélection, notamment par une propagande massive, la répression, l'achat de voix et l'intimidation des employé·es.

La population espérait que les élections législatives résoudraient la crise politique déclenchée par la loi sur les agents étrangers et d'autres lois antidémocratiques promulguées avant le scrutin par le gouvernement géorgien. Elles ont au contraire aggravé la crise politique. Malgré la certification officielle des résultats par la commission électorale, il existe un doute légitime sur le fait que ces résultats expriment la volonté du peuple géorgien. Les partis d'opposition ont boycotté le Parlement, une institution considérée

comme illégitime par le peuple. L'élection d'un nouveau président par le Parlement n'a fait qu'aggraver la crise de légitimité du gouvernement géorgien.

La décision du gouvernement géorgien de reporter les négociations d'adhésion à l'UE, inscrites dans notre Constitution, a ensuite déclenché une opposition massive. Depuis, le peuple s'est massivement mobilisé. Les manifestations n'ont pas eu lieu uniquement à Tbilissi, la capitale, mais dans tout le pays, dans les villes et villages plus petits. C'est inédit.

La réponse du gouvernement géorgien aux incessantes manifestations de masse a été une répression de plus en plus brutale. Il a déployé la police pour attaquer des manifestations pacifiques, arrêté d'innombrables militant-es et les a soumis à la torture et à des traitements inhumains. La brutalité policière est aujourd'hui devenue la norme.

Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement n'enquête pas et n'inculpe pas la police, mais porte plainte contre les manifestant-es. Résultat : plus de 50 militant-es sont détenu-es comme prisonnier-es politiques. Un fait sans précédent.

Cette situation a façonné les revendications politiques du mouvement. Nous réclamons non seulement de nouvelles élections libres et équitables, mais aussi la libération des prisonniers politiques. Mais RG a totalement ignoré ces revendications. Son objectif est de consolider son pouvoir en multipliant les lois répressives et autoritaires contre les manifestations pacifiques, les médias indépendants et les organisations de la société civile. Ainsi, depuis octobre, RG est un régime autoritaire qui gouverne par la force, et non par le consentement du peuple.

Maia Barkaia : Je tiens à souligner que nous ne considérons pas la crise politique actuelle comme un phénomène isolé, mais comme une partie intégrante d'une crise démocratique persistante, qui caractérise non seulement le régime de RG, mais aussi les gouvernements précédents, dont le Mouvement national uni (1). Les partis

1) Le Mouvement national uni (MNU), fondé par Mikheil Saakachvili en 2001, est un parti pro-européen qui a dirigé la Géorgie de 2004 à 2012. Il se situe au centre droit et est affilié au Parti populaire européen, résolument antirusse.

politiques existants, le système truqué qu'ils organisent et les inégalités de classe qu'ils perpétuent sont tous responsables de notre situation actuelle.

La Géorgie a été le théâtre d'expérimentations néolibérales, notamment depuis le début des années 2000. La crise actuelle est donc le produit des trente dernières années. Mais elle est bien différente. La Géorgie s'attaque à ce qui constitue la démocratie dans notre pays. Nos droits fondamentaux sont menacés. Cela confère à la situation actuelle une dimension existentielle.

Outre les revendications immédiates de libération des prisonniers et d'élections libres et équitables, le Mouvement géorgien pour la social-démocratie formule des revendications à long terme. Nous souhaitons l'annulation de toutes les lois réactionnaires imposées par le régime et la lutte contre les profondes inégalités socio-économiques en Géorgie.

Quelles sont les orientations politiques du mouvement ? Quels sont les débats ? Des courants politiques cohérents, dotés de programmes, se sont-ils formés ? Si oui, quels sont-ils ?

Sopho Verdzueli : Le mouvement actuel est totalement différent des précédents. Tout d'abord, par son ampleur et sa longévité. Il est massif. Il touche la plupart des villes du pays. Nous menons des actions de masse quotidiennes depuis plus de trois mois.

Le mouvement est politiquement diversifié, comme on peut s'y attendre lorsqu'un si grand nombre de manifestant-es se mobilise. Ceux-ci expriment un large éventail de griefs, qui ne se limitent pas à la géopolitique, à l'adhésion à l'UE et à la menace russe.

Bien sûr, ces enjeux sont largement évoqués, mais les motivations du mouvement sont bien plus profondes et englobent de multiples préoccupations politiques, sociales et économiques. Or, ces préoccupations ne se sont pas exprimées dans les revendications du mouvement. Pourtant, elles percent parfois. Ainsi, on entend ici et là des slogans assez à gauche, notamment lors des marches nocturnes.

Contrairement au passé, ce mouvement est un mouvement populaire. Auparavant,



Maia Barkaia

Maia Barkaia est membre fondatrice du Mouvement pour la social-démocratie et professeure associée à l'Institut géorgien des affaires publiques (GIPA). Ses travaux explorent des thèmes tels que les enchevêtrements impériaux, la modernité et les inégalités dans le Caucase et en Asie au cours des 19^e et 20^e siècles.

des politiciens et des partis opportunistes se positionnaient comme les chefs de file de la lutte. Ce n'est plus le cas. Ils ne se sont pas à l'avant-garde du mouvement, car la population s'y serait opposée. Les gens en ont assez des politiciens dans leur ensemble.

En leur absence, les citoyens ont découvert qu'ils pouvaient construire et mener la lutte eux-mêmes. L'opposition politique tente de s'affirmer par l'intermédiaire du Front commun de coordination de la présidente Salomé Zourabichvili, qui est représentative pour les médias et les acteurs internationaux. Mais elle ne dirige pas le mouvement de rue.

Bien sûr, cela ne signifie pas que le mouvement puisse perdurer sans stratégie et organisation politiques claires. Mais cette stratégie doit venir du mouvement et exister pour le mouvement. Alors que beaucoup d'entre nous craignaient un essoufflement du mouvement, nous sommes témoins de la résilience des populations, ainsi que des dérives de RG qui continuent de susciter la lutte.

Nous traversons cependant un moment crucial, car nous sommes livrés-es à nous-mêmes. La Grande-Bretagne a récemment imposé des sanctions, mais une réponse internationale plus cohérente et coordonnée face aux mesures autoritaires de RG est nécessaire.

Maia Barkaia : Exactement. La mobilisation actuelle est unique dans notre histoire. Elle est massive, indépendante, plus horizontale et auto-organisée. Elle commence à dépasser les simples appels à la démocratie pour

inclure des revendications de justice sociale et économique.

Depuis l'introduction de la première loi sur les agents étrangers en 2023, la contestation a connu des vagues successives, avec des hauts et des bas. Mais depuis le 28 novembre, ce mouvement n'a pas faibli. Jour et nuit, les gens descendent dans la rue.

Un autre développement majeur se situe à gauche. Par le passé, nous avons toujours hésité à nous associer aux courants mainstream, car nous étions en désaccord sur le plan idéologique. Mais nous nous sommes liés à eux car nous partageons l'exigence fondamentale de démocratie. Parallèlement, nous n'avons pas transigé sur nos valeurs et nos principes.

Par le passé, nous craignons d'être submergés par des forces plus importantes et par les partis traditionnels. Mais cette fois, notre nouveau groupe, le Mouvement pour la social-démocratie, a rejoint le mouvement, a trouvé le moyen d'exprimer nos revendications de justice sociale et d'égalité économique parallèlement à l'appel général à la démocratie,



Ia Eradze

Ia Eradze est membre fondatrice du Mouvement pour la social-démocratie. Elle est économiste politique et ses recherches portent sur la finance dans l'espace post-socialiste. Elle est actuellement professeure associée à l'Institut géorgien des affaires publiques (GIPA) et chargée d'enseignement à la Fondation CERGE-EI. Elle est également chercheuse à l'Institut de recherche sociale et culturelle de l'Université d'État Ilia.

“ *La mobilisation actuelle est unique dans notre histoire. Elle est massive, indépendante, plus horizontale et auto-organisée.* ”

et a veillé à ce que notre voix reste forte et prédominante dans la lutte.

Comment êtes-vous intervenus dans la lutte ? Quels types de personnes ont rejoint le mouvement de protestation ? Les travailleurs y ont-ils adhéré ?

Maia Barkaia : Le mouvement de protestation national et son idéologie sont très diversifiés. Les forces organisées se sont affrontées sur le plan politique, mais elles sont désormais réunies dans ce nouveau mouvement. Le Mouvement pour la social-démocratie

participe à la lutte et la construit par tous les moyens possibles. Mais nous proposons une alternative en son sein. Nous sommes une organisation profondément ancrée idéologiquement. Malgré nos origines politiques diverses, nous partageons un engagement commun en faveur de la justice sociale, de l'égalité économique et de la démocratie.

La question de la démocratie est essentielle pour nous, car en Géorgie, nous avons connu par le passé un socialisme sans démocratie, et ces dernières décennies une démocratie sans justice sociale et économique. Il est donc essentiel pour nous de souligner que justice sociale, égalité économique et démocratie sont indissociables.

Le principal syndicat géorgien agit surtout en faveur du gouvernement et du patronat. Il ne représente donc pas les intérêts et les revendications des travailleurs-ses. Cependant, de nouveaux syndicats indépendants émergent. Ils sont tous essentiels à la construction d'une véritable organisation de la classe ouvrière sur les lieux de travail et dans le mouvement de protestation. De nombreux membres du Mouvement pour la social-démocratie sont membres de ces syndicats et certains font partie de leurs dirigeants-es.

L'un de nos objectifs est de tisser des liens solides entre notre groupe, les syndicats et diverses organisations locales. Nous avons notamment cherché à tisser des liens avec le mouvement étudiant de différentes universités.

L'une des luttes les plus importantes se déroule à Chiatura. La ville possède une



Sopho Verdzeuli

Sopho Verdzeuli est membre fondatrice du Mouvement pour la social-démocratie. Elle est actuellement chercheuse en politique judiciaire et rédactrice en chef de la plateforme « Komentari ». Elle est l'auteur de plusieurs études publiées sur le système judiciaire, les systèmes d'application de la loi et la politique de sécurité.

économie mono-industrielle construite autour d'une compagnie minière. Privatisée en 2006, elle a récemment fait faillite et a licencié 3 500 travailleur-ses. Les mineurs ont lancé une campagne qui dure depuis des mois. Récemment, quatre mineurs en grève de la faim ont été interpellés à 3 heures du matin.

Nous sommes témoins d'une crise démocratique qui étouffe les voix dissidentes et laisse les travailleurs impuissants face aux élites politiques et économiques. Notre mouvement s'efforce de soutenir leur lutte et de leur témoigner sa solidarité. Nous sommes convaincus que les luttes pour un objectif collectif nécessitent une action collective et l'engagement de collectifs organisés.

Vano Abramashvili : Notre objectif est de lier la lutte des mineurs, et d'autres luttes sociales et syndicales, aux grandes manifestations. Nous voulons surmonter les clivages entre les différents groupes de la société et la séparation entre revendications démocratiques et économiques.

Ces liens sont indissociables, notamment à Chiatura, où le gouvernement et l'entreprise ont collaboré pour exploiter les mineurs et les licencier. Ils sont confrontés à une crise humanitaire. Ils exigent du gouvernement qu'il réponde à leurs demandes d'indemnisation, de soins médicaux, voire de nourriture, et de reclassement.

Ainsi, la lutte des mineurs ne se limite pas à leur entreprise, mais s'oppose aussi au gouvernement. Le gouvernement RG est réticent à concéder quoi que ce soit aux mineurs, car il sait qu'une concession ouvre la porte à d'autres groupes de travailleurs qui pourraient lui imposer des revendications économiques, sociales et démocratiques plus importantes. RG n'a donc rien concédé aux mineurs ni à l'ensemble du mouvement.

La réponse hostile du gouvernement à toutes les revendications ouvre la voie au dépassement de l'isolement des différentes luttes. Elle nous permet de construire des ponts de solidarité entre la lutte des mineurs et le mouvement démocratique. Cela nous aidera à forger un véritable mouvement des travailleur-ses géorgiens.

L'un des défis auxquels la lutte en Géorgie est confrontée est le modèle de développement néolibéral – un capitalisme extractiviste et de transit – imposé au pays par les États-Unis, la Russie, la Chine et l'UE. Quel est exactement ce modèle ? Quels sont ses problèmes ? Est-il remis en cause dans la lutte ?

Ia Eradzé : Tous les gouvernements qui ont été en place ces dernières décennies ont été attachés à ce modèle de développement néolibéral. Il est à l'origine de tous nos griefs démocratiques, sociaux et économiques. Notre Mouvement pour la social-démocratie vise donc à dénoncer ce fait auprès de l'ensemble du mouvement de protestation.

Qu'on soit mineur ou enseignant, ou autre, on se sent en insécurité dans ce pays. Nous n'avons pas de système de protection sociale. Les droits socio-économiques fondamentaux ne sont pas garantis. Et, comme les mineurs de Chiatura, nous sommes tous endettés. Le niveau d'endettement des ménages est très élevé en Géorgie.

Le problème de la dette a été exposé de manière dramatique à l'ensemble du pays par les mineurs. Après avoir perdu

leur emploi, ils n'ont pas pu rembourser leurs emprunts. Les fonctionnaires licenciés par le gouvernement en raison de leurs positions politiques et de leur participation au mouvement sont également confrontés à des dettes insolvables.

La peur de l'endettement des ménages est l'une des principales raisons invoquées pour expliquer les réticences à faire grève. Cet endettement nous unit toutes dans une précarité commune. Nous sommes toutes confrontées à des vulnérabilités assez similaires. Cela fait craindre la lutte, mais cela y pousse aussi, car la vie telle que nous la connaissons, politiquement et économiquement, n'est plus tenable.

Le modèle de développement néolibéral est la cause structurelle de notre expérience collective de la dette. Sous l'influence des grandes puissances et des capitaux étrangers et nationaux, les gouvernements géorgiens ont subordonné toutes leurs politiques économiques à la recherche d'investissements, à la rentabilité des entreprises, à la construction d'infrastructures pour le transport des marchandises à travers le pays et au pillage de nos ressources naturelles par l'exploitation minière et la construction de barrages sur nos voies navigables.

Ce modèle a concentré le capital entre les mains de nos oligarques, transformé l'organisation du travail et démantelé l'État-providence. En conséquence, nous sommes confrontées à une insécurité socio-économique systématique et contraintes de contracter des emprunts pour subvenir à nos besoins fondamentaux. Si nous perdons notre emploi, nous n'avons plus d'allocations sociales et nous nous retrouvons avec des dettes insoutenables. Même si vous avez un emploi, vous êtes confronté à des conditions de vie et de travail difficiles.

Ce modèle économique n'a pas changé d'un iota avec les élections. L'ancien gouvernement du Mouvement national uni a imposé ce modèle néolibéral. Rêve géorgien a fait de même. Ils ont tous placé les intérêts des capitaux étrangers et privés au premier

plan, et les travailleur-ses au second.

Chiatura est un exemple de cette tendance générale. Après sa privatisation, l'entreprise a soumis les mineurs à des conditions de travail épouvantables, a bafoué les mesures de sécurité élémentaires et a violé leurs droits. Malgré les multiples amendes infligées par le ministère de l'Environnement à l'entreprise pour la pollution du principal fleuve de la ville et de l'air, rien n'a changé, si ce n'est que les travailleurs sont désormais licenciés.

Cela démontre comment les élites, en particulier les oligarques comme Ivaniashvili, contrôlent le gouvernement. Ainsi, quel que soit le candidat élu, la structure oligarchique de l'économie contraint l'État à agir dans l'intérêt des riches et contre celui du peuple.

L'élite économique et ses partenaires multinationaux ont utilisé leur contrôle de l'État pour mettre en œuvre divers projets dits de développement. Ils ont fait de la Géorgie une plaque tournante du transport de matières premières, un paradis pour les cryptomonnaies et l'extractivisme. Les projets d'infrastructures « de développement » (barrages, autoroutes, ports, etc.) sont généralement financés par des crédits étrangers octroyés par des banques multilatérales de développement.

Tout cela est encore plus déformé par les intérêts de notre oligarque. Ivanichvili façonne tout ce modèle néolibéral pour servir ses intérêts privés. Il s'agit donc d'un néolibéralisme aux caractéristiques oligarchiques.

Notre objectif avec le Mouvement pour la social-démocratie est de mettre en avant dans la lutte tous les problèmes liés à ce modèle néolibéral. Nous devons expliquer aux citoyens que le néolibéralisme oligarchique est la cause du caractère antidémocratique de notre État. Pour obtenir la société meilleure que nous souhaitons toutes, il est nécessaire de transformer l'ensemble du modèle économique existant.

Comment l'UE a-t-elle été traitée dans cette lutte, elle qui est complice du programme néolibéral ?

Maia Barkaia : En 2024, plusieurs vagues de protestation ont précédé la contestation actuelle, déclenchée par l'annonce par le Parti démocratique de la suspension des négociations d'adhésion à l'UE. Ce fut la goutte d'eau qui a

“L'élite économique et ses partenaires multinationaux ont utilisé leur contrôle de l'État pour mettre en œuvre divers projets dits de développement. Ils ont fait de la Géorgie une plaque tournante du transport de matières premières, un paradis pour les cryptomonnaies et l'extractivisme.”

fait déborder le vase. La défense de la démocratie est l'objectif primordial qui unit le mouvement.

Au sein du mouvement, les positions sur l'UE sont diverses. Les anciens partis qui ont mis en œuvre le projet néolibéral et qui contribuent donc au problème sont également pro-UE. Au sein du Mouvement pour la social-démocratie, nous avons notre propre position sur l'Union européenne.

Nous sommes tou-tes uni-es dans la lutte pour la défense de la démocratie, mais il existe aussi des divergences sur la question de savoir ce que cela signifie. Pour nous, la démocratie est indissociable de la justice sociale et économique. Et nous aspirons à une forme de démocratie plus radicale et participative : la démocratie directe. La démocratie représentative ne suffit pas. Nous prônons le contrôle démocratique de la société, des institutions et des lieux de travail.

Nous nous inspirons de l'histoire géorgienne pour trouver des précédents. Notre Première République, établie en 1918 et maintenue jusqu'en 1921, fut une période éphémère durant laquelle nous avons vécu une expérience de la démocratie très intéressante. Elle fut instaurée par un gouvernement de coalition dirigé par les sociaux-démocrates.

Ils ont dépassé la démocratie représentative. Ils n'ont pas instauré la démocratie directe, mais ce qu'ils ont appelé la démocratie sans intermédiaire, une version hybride de démocratie représentative et directe. Ce précédent est important pour nous, car il prouve que la démocratie n'est pas quelque chose d'importé ou d'étranger à notre histoire, mais quelque chose que la gauche a déjà expérimenté. Nous voulons nous appuyer sur cette tradition pour construire à terme une démocratie participative et décentralisée en Géorgie.

Nous avons une vision différente de l'UE de celle du MNU et d'autres partis traditionnels, qui la présentent comme un paradis et suggèrent que les problèmes de la Géorgie seront résolus par une simple adhésion. Au contraire, nous percevons l'UE comme un jardin où, même si nous y adhérons, nous aurions encore beaucoup à faire pour que le

Manifestations contre la loi « sur l'influence étrangère », Tbilissi, 21 avril 2024. © Jelger Groeneveld / CC BY 2.0



pays serve les intérêts de la population. Nous considérons l'adhésion comme une question de survie, pour nous protéger de l'impérialisme russe. En réalité, l'UE

est le seul espace où nous pouvons exister physiquement afin de lutter contre le néolibéralisme en Géorgie et construire une société juste et égalitaire.

Nous menons un double combat : d'abord pour survivre face à la menace immédiate de l'impérialisme russe, et ensuite pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité économique. Nous ne pouvons y parvenir en copiant-collant les réformes occidentales ou étrangères, mais en menant notre propre lutte depuis la base.

Le MNU a vendu le pays aux oligarques en privatisant les biens nationaux. Et comme RG n'a plus grand-chose à vendre, il a concentré la privatisation des ressources naturelles au profit d'entreprises extractivistes. Notre code du travail est totalement déréglementé, ce qui permet aux entreprises de maintenir des conditions de travail épouvantables, de longues heures de travail et une discrimination au travail. Les partis au pouvoir ont imposé cette pratique sans aucune oppo-

sition. Cette situation a pris une tournure extrême sous RG.

Ainsi, pour nous, l'adhésion à l'UE nous offre un répit pour mener la lutte des classes pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité économique. Cela serait quasiment impossible sous la menace constante d'une intervention de Moscou.

L'élection de Donald Trump a profondément bouleversé la politique eurasienne. Trump a conclu un pacte explicite avec la Russie de Poutine pour la partition de l'Ukraine. Quel a été l'impact de cette élection sur le conflit et ses enjeux politiques ?

Vano Abramashvili : Les manœuvres géopolitiques de Trump en Europe de l'Est constituent une préoccupation majeure pour la Géorgie. La Géorgie a d'abord réagi en tentant de diversifier ses relations avec divers gouvernements, de la Russie à l'Iran, afin de trouver des soutiens. Elle a d'ailleurs été l'un des rares gouvernements à assister à l'investiture du nouveau président iranien.

Mais cela lui a explosé au visage. RG s'est retrouvé aux côtés de groupes scandant « Mort à l'Amérique ». Bien sûr, cela ne convenait pas à Trump et au reste de l'élite politique américaine. Ce fut une grave erreur de la part de RG. Il va renoncer à cette approche pour apaiser Trump.

“ Nous voulons nous appuyer sur cette tradition pour construire à terme une démocratie participative et décentralisée en Géorgie. ”

Déjà, RG a commencé à imiter le discours de Trump sur la lutte contre le *deep state* (2) et la « guerre globale ». Ils ont même partagé le discours de JD Vance à Munich, dénonçant la répression de l'extrême droite par l'UE. Mais cela lui a aussi explosé au visage, car RG est en réalité un parti d'extrême droite, au pouvoir, qui réprime tout le monde. Certains ont dénoncé cette hypocrisie. Leur imitation de Trump et de Vance s'est donc retournée contre eux.

Au-delà de cette folie, RG est clairement conscient que la Géorgie est prise dans le remaniement géopolitique opéré par Trump entre les États-Unis, l'UE, la Russie et la Chine. L'Ukraine constitue un dangereux précédent quant à ce que Trump pourrait faire avec la Géorgie. Les États-Unis ont essayé d'obtenir de la Russie l'accord d'un plan de partage pour le pillage de l'Ukraine.

Trump pourrait traiter la Géorgie de la même manière, en l'offrant à la Russie pour l'intégrer à sa sphère d'influence. En tant que petit pays pris entre plusieurs grandes puissances régionales, nous sommes pris dans un piège classique décrit par Thucydide : « *Le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir* ».

Notre plus grande inquiétude concerne les conséquences pour nous de ce qui se passe entre les États-Unis et la Russie au sujet de l'Ukraine. Voici un scénario catastrophe : si le pacte entre les États-Unis et la Russie s'effondre, nous pourrions nous retrouver pris au piège d'une guerre plus vaste.

La Russie possède des bases militaires et même un port naval à Ochamchire, en Abkhazie, une partie de la Géorgie qu'elle occupe depuis la guerre de 2008. Elle utilise ce port pour ses opérations en mer Noire. Si l'Ukraine cible ce port, la Géorgie pourrait devenir un nouveau théâtre de guerre.

Que cela se produise ou non, l'image des États-Unis en Géorgie a été profondément ternie. Même les pro-américains les plus fous ne peuvent soutenir la proposi-

tion néocoloniale de Trump à la Russie de partitionner et de piller le pays.

Ja Eradzé : Exactement. La présidence de Trump a eu un impact considérable sur les membres du mouvement populaire. Jusqu'en janvier dernier, tout le monde considérait la démocratie américaine comme un modèle pour la Géorgie, malgré ses nombreux problèmes. Aujourd'hui, presque tout le monde voit les États-Unis comme un exemple de la crise démocratique qui se propage dans le monde.

Aujourd'hui, de plus en plus de gens réalisent que nous participons à une lutte mondiale contre l'extrême droite et les oligarques. C'est un choc pour de nombreux Géorgiens qui faisaient confiance aux États-Unis. Mais cela a souligné notre conviction : nous devons compter sur notre capacité d'action. Il n'y a pas de sauveur hors de Géorgie pour nous sauver de notre gouvernement autoritaire. Nous devons nous libérer nous-mêmes.

Nous ne pouvons pas dépendre uniquement de puissances extérieures pour y parvenir. Cela dit, nous ne pouvons pas non plus y parvenir seuls, car nous sommes un petit pays. Notre espoir repose donc sur les mouvements populaires d'autres pays

contre leur extrême droite, leurs oligarques et leurs gouvernements autoritaires.

Vous avez récemment créé le Mouvement pour la social-démocratie afin de combler le vide politique de la gauche. Comment en êtes-vous arrivés là ? Quelles sont ses positions politiques fondamentales ? Quelles forces a-t-il attirées ? Comment évoluez-vous au sein de ce mouvement ?

Sopho Verdzueli : La Géorgie possède une tradition de démocratie, établie par la première République de Géorgie au début du 19^e siècle. Mais elle a été marginalisée et oubliée. Le Mouvement pour la social-démocratie tente de raviver cette tradition au cœur des manifestations actuelles.

Au cœur du mouvement de masse, nous avons compris la nécessité de créer une alternative à la fois fondée sur des

valeurs et durable. Les élections d'octobre dernier l'ont clairement démontré. Personne ne se satisfaisait du prétendu moindre mal. Une grande partie de l'opposition politique reste associée à des politiques néolibérales et antidémocratiques en raison de ses actions passées, tandis que la propagande de RG, largement financée et diffusée, parvient à présenter tous les opposants comme des alliés du MNU.

Lorsque beaucoup d'entre nous se sont plaints de cette situation, on nous a dit : « Pourquoi ne pas créer une alternative ? » Nous avons relevé le défi et avons commencé à envisager la création d'une nouvelle organisation.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle initiative est lancée ; des tentatives ont déjà été faites pour créer un mouvement social-démocrate, voire un parti politique. Cette fois, nous pensons avoir de meilleures chances de succès. La crise politique, les luttes et la frustration généralisée face à l'absence de véritable alternative politique ont poussé la gauche, malgré des divergences mineures, à se rassembler et à construire le Mouvement pour la social-démocratie.

Il s'agit d'un mouvement, et non d'un parti politique. RG a déjà rejeté notre demande d'enregistrement en tant qu'organisation à but non lucratif, unique forme juridique prévue par la législation régissant les mouvements. Quoi qu'il en soit, nous poursuivons nos efforts.

Le Mouvement pour la social-démocratie partage des points d'accord idéologiques clairs, résumés dans son manifeste de principes. Ceux-ci peuvent être résumés en gros comme la démocratie participative, la justice sociale et l'égalité économique. Nous n'avons pas de leader charismatique disposant de ressources financières colossales ou d'un capital social colossal.

Nous sommes une organisation associative à la structure très horizontale et démocratique. C'est l'une de nos valeurs politiques. Au sein du mouvement, nous ne transigeons pas sur nos valeurs et ne pratiquons pas de silence stratégique sur tel ou tel sujet de manière opportuniste. Nous défendons des positions sur toutes sortes de sujets qui ne sont pas encore populaires, afin de convaincre des couches de plus en plus larges de la population lors des manifestations.

L'une d'elles concerne notre position à l'égard de l'Union européenne. Nous considérons qu'une politique étrangère pro-eu-

2) Le *deep state* est un concept utilisé pour évoquer des réseaux informels, occultes, qui agirait en sein de l'État pour saboter les décisions officielles.

ropéenne est d'une importance vitale pour la Géorgie. Nous constatons également que la loyauté envers la Russie est étroitement liée aux actions antidémocratiques et autoritaires menées dans notre pays. C'est pourquoi nous adoptons une position ferme et inébranlable concernant l'orientation de notre politique étrangère. Bien entendu, cela ne signifie pas que nous n'émettons pas d'avis critiques sur certaines politiques de l'UE, y compris sur nombre de ses politiques et programmes sociaux erronés.

Nous sommes une organisation récente, mais nous grandissons en nombre et en influence dans un petit pays. Nous comptons actuellement plus de 150 membres, nous avons de nombreux groupes de travail et nous participons activement à la construction d'une lutte plus large sur différents fronts. Notre objectif principal est actuellement de créer un programme politique. Nous voulons montrer à quoi devrait ressembler une alternative politique réelle et valable. Nous souhaitons remettre en question le discours et les programmes politiques dominants des deux côtés.

Maia Barkaia : Nous avons créé notre organisation dans un contexte d'urgence. Le vide est immense, mais nous sommes déterminé-es à mobiliser nos forces pour le combler. Pour l'instant, nous devons

bâtir une organisation solide, prête à affronter n'importe quel scénario politique, y compris une clandestinité forcée.

“*La gauche internationale devrait nous écouter. Comprendre les nuances de notre situation difficile en tant que pays disposant de très peu d'options, bien moins que des puissances plus riches et plus puissantes.*”

Il s'agit d'un combat de longue haleine, non seulement en Géorgie, mais dans le monde entier. Nous sommes toutes et tous confrontés à des défis de plus en plus similaires. En ces temps difficiles, nous devons donner la priorité au combat pour la démocratie, dans tous les domaines, de nos propres mouvements à notre société tout entière. Dans un combat plus large, nous devons militer pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité économique.

Que peut faire la gauche internationale pour aider le mouvement géorgien ?

Ia Eradzé : Le point de départ pour la gauche internationale est de dialoguer avec ceux d'entre nous qui luttent et de comprendre ce qui se passe réellement sur le terrain. Ne nous enfermez pas dans des récits préétablis. Essayez de saisir les nuances de notre situation.

Efforcez-vous de comprendre pourquoi certains arborent le drapeau de l'UE ou des États-Unis. Ne vous précipitez pas pour étiqueter des personnes et des mouvements. La gauche doit reconnaître que, dans des pays périphériques comme le nôtre, nos

options et notre marge de manœuvre sont limitées. La Russie est à notre frontière, occupant 20 % de notre territoire, et elle menace notre indépendance.

La gauche doit prendre du recul et voir ce que nous faisons réellement, nous, à gauche en Géorgie : trouver un répit pour lutter pour le type de société que toute la gauche souhaite. Mais nous le faisons dans des circonstances extrêmement difficiles.

Je pense également que la gauche ne doit ni minimiser ni relativiser ce que RG fait subir aux citoyens de ce pays. Nous connaissons tous des personnes en lutte qui ont été brutalisées et emprisonnées, uniquement à cause de leur combat pour la démocratie.

La gauche internationale devrait nous écouter. Comprendre les nuances de notre situation difficile en tant que pays disposant de très peu d'options, bien moins que des puissances plus riches et plus puissantes. Et surtout, nous traiter avec respect et construire une solidarité avec notre mouvement.

Nous souhaitons nouer des relations avec des forces sympathisantes de la gauche internationale. Nous venons de commencer à nous rapprocher de personnalités progressistes, d'universitaires et d'organisations aux États-Unis et à l'étranger. Nous devons tisser des liens dans notre lutte commune.

Notre principal problème, c'est bien sûr l'extrême droite et les oligarques, ici et à l'international. Mais nous avons des critiques à l'égard de la gauche à l'échelle mondiale. Trop souvent, les gens de gauche ne pensent qu'analytiquement, sans réfléchir politiquement et stratégiquement à la Géorgie, à notre région, et même à leur propre pays. Comme l'a mentionné Sopho, analyser et critiquer tout et tout le monde est un luxe que nous n'avons pas.

Je pense que la gauche tombe dans deux pièges : penser uniquement politiquement, et penser uniquement stratégiquement. L'un sans l'autre mène à toutes sortes d'erreurs. Nous devons affronter les deux si nous voulons construire une gauche capable d'intervenir dans le monde réel.

Par-dessus tout, nous devons renforcer la solidarité internationale. Nous menons une lutte commune contre l'autoritarisme, l'oligarchie, le néolibéralisme, le changement climatique et bien d'autres crises systémiques. Nous sommes toutes ensemble dans ce combat. ■

© Zurab Tsertsvadze/AP/SIPA



Le 12 mai 2025

Le pape inattendu

Michael Löwy propose une lecture des ruptures qui ont marqué le pontificat de François, en particulier son engagement en faveur des pauvres et sa sensibilité écologique. Bergoglio n'a-t-il été qu'une parenthèse dans la longue histoire de l'Église catholique ou le début d'une orientation différente ?

Par
Michael Löwy

Avec la mort de Jorge Bergoglio, le pape François, disparaît une figure hors du commun qui, dans une Italie gouvernée par les néofascistes et dans une Europe de plus en plus réactionnaire, se distinguait par un engagement éthique, social et écologique surprenant.

Depuis que Pie XII a excommunié les communistes, la gauche ne pouvait attendre du Vatican que des anathèmes. Jean-Paul II et Ratzinger n'ont-ils pas persécuté les théologiens de la libération, accusés d'utiliser des concepts marxistes ? N'ont-ils pas tenté d'imposer à Leonardo Boff un « *silence obéissant* » ? (1) Certes, depuis le 19^e siècle, il y a toujours eu des courants de gauche dans le catholicisme, mais ils n'ont rencontré que l'hostilité des autorités vaticanes. D'autre part, les courants cléricaux critiques à l'égard du capitalisme étaient généralement assez réactionnaires. Critiquant le socialisme féodal ou clérical dans *le Manifeste communiste*, Marx et Engels constataient qu'il « *n'est pas capable de comprendre la marche de l'histoire moderne* » ; mais ils reconnaissaient dans ce mélange « *d'échos du passé et grondements sourds de l'avenir* », une « *critique amère, mordante et spirituelle* » qui pouvait parfois frapper « *la bourgeoisie en plein cœur* ».

Max Weber propose une analyse plus générale de la relation entre l'Église et le

capital : dans ses travaux sur la sociologie des religions, il constate la « *profonde aversion* » (*tiefe Abneigung*) de l'éthique catholique envers l'esprit du capitalisme, malgré les adaptations et les compromis. C'est une hypothèse à prendre en compte pour comprendre ce qui s'est passé à Rome avec l'élection du pape argentin.

Jorge Bergoglio, le pape François

Que pouvait-on attendre du cardinal Jorge Bergoglio, élu Pontifex Maximus en mars 2013 ? Certes, il était latino-américain, ce qui constituait déjà un changement radical. Mais il avait été élu par le même conclave qui avait intronisé le conservateur Ratzinger et il venait d'Argentine, un pays où l'Église n'est pas réputée pour son progressisme, plusieurs de ses dignitaires ayant activement collaboré avec la dictature militaire sanglante de 1976. Ce n'était pas le cas de Bergoglio : selon certains témoignages, il aurait même aidé des personnes persécutées par la junte militaire à se cacher ou à quitter le pays. Mais il ne s'est pas non plus opposé au régime : un « *péché par omission* », pourrait-on dire. Alors que certains chrétiens de gauche, comme le prix Nobel de la paix argentin Adolfo Pérez Esquivel, l'ont toujours soutenu, d'autres le considéraient comme un opposant de droite au gouvernement des « *péronistes de gauche* » Néstor et Cristina Kirchner.

Premiers pas

Quoi qu'il en soit, une fois élu Souverain Pontife, François – nom qu'il avait choisi en référence à saint François, l'ami des pauvres et des oiseaux – s'est immé-



Michael Löwy

Michael Löwy, est un sociologue, philosophe marxiste et écosocialiste, membre de la IV^e Internationale. Il est notamment l'auteur de *Marxisme et théologie de la libération*, Amsterdam, Institut international de recherche et de formation, 1989, *La Lutte des dieux - Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris, Van Dieren Éditeur, 2019. Traduit du castillan par Gilbert Guilhem d'après le texte publié par *Jacobin* Amérique latine.

diatement distingué par sa position courageuse et engagée. D'une certaine manière, il rappelle le pape Roncalli, Jean XXIII, qui avait été élu « *pape de transition* » pour garantir la continuité et la tradition, mais qui avait initié le changement le plus profond de l'Église depuis des siècles : le Concile Vatican II (1962-65). Bergoglio avait d'ailleurs initialement pensé prendre le nom de Jean XXIV, en hommage à son prédécesseur des années 1960.

Le premier voyage du nouveau pape hors de Rome a eu lieu en juillet 2013, dans le port italien de Lampedusa, où des centaines de migrant-es clandestin-es arrivaient, tandis que beaucoup d'autres se noyaient en Méditerranée.

1) Leonardo Boff, né en 1938 au Brésil, est l'un des chefs de file de la théologie de la libération au Brésil dans les années 1970-1980. Il est récipiendaire du prix Nobel alternatif en 2001.

Dans son homélie (2), il n'a pas eu peur de s'opposer au gouvernement italien – et à une grande partie de l'opinion publique – en dénonçant la « mondialisation de l'indifférence » qui nous rend « insensibles aux cris des autres », c'est-à-dire au sort des « immigrés morts en mer, dans ces bateaux qui, au lieu d'être un chemin d'espérance, ont été un chemin de mort ». Il reviendra ensuite à plusieurs reprises sur cette critique de l'inhumanité de la politique européenne envers les migrants.

En ce qui concerne l'Amérique latine, un changement notable s'est également produit. En septembre 2013, François a rencontré Gustavo Gutiérrez (3), fondateur de la théologie de la libération, et le quotidien du Vatican *Osservatore Romano* a publié pour la première fois un article favorable à ce penseur. Un autre geste symbolique a été la béatification (4), puis la canonisation, de l'archevêque salvadorien Óscar Romero, assassiné en 1980 par des militaires parce qu'il dénonçait la répression anti-populaire, un héros célébré par la gauche catholique latino-américaine mais ignoré par les précédents papes. Lors de sa

visite en Bolivie en juillet 2015, Bergoglio a rendu un hommage intense et vibrant à la mémoire de son compagnon jésuite Luis Espinal Camps, prêtre missionnaire, poète et cinéaste espagnol assassiné le 21 mars 1980, sous la dictature de Luis García

Meza, pour son engagement dans les luttes sociales. Lors de sa rencontre avec Evo Morales, le président socialiste bolivien lui a offert une sculpture réalisée par le martyr jésuite : une croix posée sur une faucille et un marteau en bois...

Le « fumier du diable »

Lors de sa visite en Bolivie, François a participé à une Rencontre mondiale des mouvements sociaux dans la ville de Santa Cruz. Son discours à cette occasion illustre la « profonde aversion » pour le capitalisme dont parlait Max Weber, mais à un degré jamais atteint par aucun de ses

“ *Quand le capital est érigé en idole et commande toutes les options des êtres humains, cela ruine la société, condamne l'homme, le transforme en esclave, oppose les peuples les uns aux autres, et met même en danger notre maison commune, la sœur et mère terre.* ”

prédécesseurs. Voici un passage désormais célèbre de son discours (5) :

On est en train de châtier la terre, les peuples et les personnes de façon presque sauvage. Et derrière tant de douleur, tant de mort et de destruction, on sent l'odeur de ce que Basile

de Césarée – l'un des premiers théologiens de l'Église – appelait « le fumier du diable » ; le désir sans retenue de l'argent qui commande. C'est cela « le fumier du diable ». Le service du bien commun est relégué à l'arrière-plan. Quand le capital est érigé

en idole et commande toutes les options des êtres humains, quand l'avidité pour l'argent oriente tout le système socio-économique, cela ruine la société, condamne l'homme, le transforme en esclave, détruit la fraternité entre les hommes, oppose les peuples les uns aux autres, et, comme nous le voyons, met même en danger notre maison commune, la sœur et mère terre.

Comme on pouvait s'y attendre, l'approche de François a rencontré une résistance considérable dans les secteurs les plus conservateurs de l'Église. L'un des opposants les plus actifs est le cardinal américain Raymond Burke, fervent partisan de Donald Trump, qui a égale-

ment rencontré, lors d'un voyage en Italie, Matteo Salvini, le leader de la Ligue du Nord. Certains de ces opposants ont accusé le nouveau pape d'être un hérétique, voire un... marxiste déguisé.

Lorsque Rush Linebaugh, un journaliste catholique réactionnaire américain, l'a qualifié de « pape marxiste », François a répondu en réfutant poliment cet adjectif, tout en ajoutant qu'il ne se sentait pas offensé car il avait « rencontré de nombreux marxistes qui étaient des gens bien ». En effet, en 2014, le pape a reçu en audience deux éminents représentants de la gauche européenne : Alexis Tsipras, alors chef de l'opposition au gouvernement de droite d'Athènes, et Walter Baier, coordinateur du réseau Transform, formé par des fondations culturelles liées au Parti de la gauche européenne (comme la Fondation Rosa Luxemburg, en Allemagne). À cette occasion, il a été décidé d'entamer un processus de dialogue entre marxistes et chrétiens (6), qui s'est concrétisé par plusieurs rencontres, dont une université d'été commune sur l'île de Syros, en Grèce, en 2018. En 2024, le pape a reçu une délégation des participants à



Michael Löwy et le pape François lors de la rencontre entre marxistes et chrétiens qui s'est tenue au Vatican en janvier 2024.

2) « Homélie du pape François », 8 juillet 2013.

3) « Papa se reúne con fundador de la Teología de la Liberación », *La Tarcera*, 15 septembre 2013.

4) « El arzobispo Oscar Romero ha sido beatificado en El Salvador », *Jesuitas*.

5) « Texte intégral du discours du pape François aux mouvements populaires en Bolivie », *La Croix*, 10 juillet 2015.

6) Lire « Bandiera rossa, al vaticano ! », Michael Löwy, 4 mars 2024, *Inprecor*.

ce dialogue (chrétiens et marxistes), dont l'auteur de la présente note.

Des gestes limités sur la contraception

Il est vrai que lorsqu'il s'agit du droit des femmes à disposer de leur propre corps et de la morale sexuelle en général – contraception, avortement, divorce, homosexualité – François s'est accroché aux positions conservatrices de la doctrine de l'Église. Mais il y a eu quelques signes d'ouverture, dont le violent conflit de 2017 avec la direction de l'Ordre de Malte, une institution riche et aristocratique de l'Église catholique, a été un symptôme frappant. Le Grand Maître ultra-conservateur de l'Ordre, le Prince (?!) Matthew Festing, a exigé la démission du chancelier de l'Ordre, le baron de Boeselager, pour le terrible péché d'avoir distribué des préservatifs aux populations pauvres menacées par l'épidémie de sida en Afrique. Le chancelier a fait appel au Vatican, qui lui a donné raison contre Festing ; mais ce dernier, soutenu par le cardinal Burke, a refusé d'obéir et a donc été démis de ses fonctions par le Vatican (7). Cela n'a pas entraîné l'adoption de la contraception par la doctrine morale de l'Église, mais c'était un changement...

Il est clair qu'il n'y avait rien de marxiste chez le pape François et que sa théologie était très éloignée de la forme marxiste de la théologie de la libération. Sa formation intellectuelle, spirituelle et politique doit beaucoup à la théologie du peuple, une variante argentine non marxiste de la théologie de la libération, dont les principaux inspirateurs étaient Lucio Gera et le théologien jésuite Juan Carlos Scannone. La théologie du peuple ne prétend pas se fonder sur la lutte des classes, mais elle reconnaît le conflit entre le peuple et l'« anti-peuple » et soutient l'option prioritaire pour les pauvres. Elle s'intéresse également moins aux questions socio-économiques que d'autres

« La théologie du peuple ne prétend pas se fonder sur la lutte des classes, mais elle reconnaît le conflit entre le peuple et l'« anti-peuple » et soutient l'option prioritaire pour les pauvres. »

formes de théologie de la libération et accorde plus d'attention à la culture, en particulier à la religion populaire.

Dans un article de 2018 (8), Juan Carlos Scannone souligne à juste titre combien les premières encycliques du pape, comme *Evangelii Gaudium* (2014), qualifiée par ses détracteurs de gauche de « populiste » (au sens argentin et péroniste du terme, et non au sens européen), doivent à cette théologie populaire. Cependant, il me semble que Bergoglio, dans sa critique de « l'idole du capital » et de tout le « système socio-économique » actuel, va plus loin que ses inspireurs argentins. Surtout dans sa dernière encyclique, *Laudato si'* (2015), qui mérite une réflexion marxiste.

Laudato si'

L'« encyclique écologique » du pape François est un événement d'importance planétaire, en termes religieux, éthique, social et politique. Compte tenu de l'énorme influence de l'Église catholique, il s'agit d'une contribution cruciale au développement d'une conscience écologique critique. Si elle a été accueillie avec enthousiasme par les véritables écologistes, elle a également suscité l'inquiétude et le rejet des conservateurs religieux, des représentants du capital et des idéologues de l'« écologie de marché ». Il s'agit

d'un document d'une grande richesse et d'une grande complexité, qui propose une nouvelle interprétation de la tradition judéo-chrétienne – rompant avec le « rêve prométhéen de domination sur le monde » – et une réflexion critique sur les causes de la crise écologique. Sur certains aspects, comme l'association indissociable entre la

« clameur de la terre » et la « clameur des pauvres », il est évident que la théologie de la libération – en particulier celle de l'éco-théologien Leonardo Boff – a été l'une de ses sources d'inspiration.

Dans les brèves notes qui suivent, je voudrais souligner un aspect de l'encyclique qui explique la résistance qu'elle a rencontrée dans les milieux économiques et médiatiques : son caractère antisystémique.

Pour le pape François, les catastrophes écologiques et le changement

climatique ne sont pas seulement le résultat de comportements individuels – même si ceux-ci jouent un rôle –, mais aussi des « modèles actuels de production et de consommation ». Bergoglio n'est pas marxiste, et le mot « capitalisme » n'apparaît pas dans l'encyclique. Mais il est très clair que pour lui les problèmes écologiques dramatiques de notre époque sont le résultat des rouages de l'économie mondialisée actuelle, rouages constitués par un système mondial « de relations commerciales et de propriété structurellement pervers » (section 52 du document).

Quelles sont, pour François, ces caractéristiques « structurellement perverses » ? Tout d'abord, un système dans lequel prédominent « les intérêts limités des entreprises » et « une rationalité économique discutable », une rationalité instrumentale dont le seul objectif est de maximiser les profits. En conséquence, le « principe de la maximalisation du gain, qui tend à s'isoler de toute autre considération, est une distorsion conceptuelle de l'économie : si la production augmente, il importe peu que cela se fasse au prix des ressources futures ou de la santé de l'environnement » (section 195). Cette distorsion, cette perversité éthique et sociale, n'est pas propre à un pays plutôt qu'à un autre, mais au « système mondial actuel, où priment une spéculation et une recherche du revenu financier qui tendent à ignorer tout contexte, de même que les effets sur la dignité humaine et sur l'environnement ». Il semble donc que « la dégradation environnementale comme la dégradation humaine et éthique sont intimement liées » (section 56).

Le caractère systématique du capital

L'obsession de la croissance illimitée, le consumérisme, la technocratie, la domination absolue de la finance et la déification du marché sont des caractéristiques perverses du système. Dans une logique destructrice, tout se réduit au marché et au « calcul financier des coûts et des bénéfices ». Il faut toutefois comprendre que « l'environnement fait partie de ces biens que les mécanismes du marché ne sont pas en mesure de défendre ou de promouvoir de façon adéquate » (section 190). Le marché est incapable de prendre en compte les valeurs qualitatives, éthiques,

7) « El papa Francisco le pidió la renuncia al gran maestro de la Orden de Malta », *La Nación*, 25 janvier 2017.

8) « Le pape François et la théologie du peuple », 14 novembre 2018, *Revistas Comillas*.

sociales, humaines ou naturelles, c'est-à-dire « *de valeurs qui excèdent tout calcul* » (section 36).

Le pouvoir « absolu » du capital financier spéculatif est un aspect essentiel du système, comme le confirment les crises bancaires. En ce sens, le commentaire de l'encyclique est démystificateur :

Sauver les banques à tout prix, en en faisant payer le prix à la population, sans la ferme décision de revoir et de réformer le système dans son ensemble, réaffirme une emprise absolue des finances qui n'a pas d'avenir et qui pourra seulement générer de nouvelles crises après une longue, coûteuse et apparente guérison. La crise financière de 2007-2008 était une occasion pour le développement d'une nouvelle économie plus attentive aux principes éthiques, et pour une nouvelle régulation de l'activité financière spéculative et de la richesse fictive. Mais il n'y a pas eu de réaction qui aurait conduit à repenser les critères obsolètes qui continuent à régir le monde. (section 189)

Cette dynamique perverse du système mondial qui « continue de régir le monde » est la raison de l'échec des sommets mondiaux sur l'environnement : « *Il y a trop d'intérêts particuliers, et très facilement l'intérêt économique arrive à prévaloir sur le bien commun et à manipuler l'information pour ne pas voir affectés ses projets* » (section 54). Dès lors que les impératifs des puissants groupes économiques prédominent, « *on peut seulement s'attendre à quelques déclarations superficielles, quelques actions philanthropiques isolées, voire des efforts pour montrer une sensibilité envers l'environnement, quand, en réalité, toute tentative des organisations sociales pour modifier les choses sera vue comme une gêne provoquée par des utopistes romantiques ou comme un obstacle à contourner.* » (section 54)

Face aux stratégies des élites

Dans ce contexte, l'encyclique dénonce l'irresponsabilité des « responsables », c'est-à-dire des élites dominantes ou des oligarchies intéressées à préserver le système, face à la crise écologique :

“ *Le discours de la croissance durable devient souvent un moyen de distraction et de justification qui enferme les valeurs du discours écologique dans la logique des finances et de la technocratie.* ”

Beaucoup de ceux qui détiennent plus de ressources et de pouvoir économique ou politique semblent surtout s'évertuer à masquer les problèmes ou à occulter les symptômes, en essayant seulement de réduire certains impacts négatifs du changement climatique. Mais beaucoup de symptômes indiquent que ces effets ne cesseront pas d'empirer si nous maintenons les modèles actuels de production et de consommation. (section 26)

Face à la destruction dramatique de l'équilibre écologique de la planète et à la menace sans précédent que représente le changement climatique, que proposent les gouvernements ou les représentants internationaux du système (Banque mondiale, FMI, etc.) ? Leur réponse est ce qu'on appelle le « développement durable », un concept dont le contenu est de plus en plus vide, un véritable *flatus vocis* (9), comme le disaient les scolastiques du Moyen Âge. François ne se fait aucune illusion sur cette mystification technocratique :

Le discours de la croissance durable devient souvent un moyen de distraction et de justification qui enferme les valeurs du discours écologique dans la logique des finances et de la technocratie ; la responsabilité sociale et

environnementale des entreprises se réduit d'ordinaire à une série d'actions de marketing et d'image. (section 194)

Les mesures concrètes proposées par l'oligarchie techno-financière dominante sont totalement inefficaces, comme les « marchés du carbone ». La critique du pape à l'égard de cette fausse solution est l'un des arguments les plus importants de l'encyclique. Se référant à une résolution de la Conférence épiscopale bolivienne, Bergoglio écrit :

La stratégie d'achat et de vente de « crédits de carbone » peut donner lieu à une nouvelle



Le théologien brésilien Leonardo Boff, l'un des fondateurs de la théologie de la libération. © CIDSE / CC BY 2.0.

forme de spéculation, et cela ne servirait pas à réduire l'émission globale des gaz polluants. Ce système semble être une solution rapide et facile, sous l'apparence d'un certain engagement pour l'environnement, mais qui n'implique, en aucune manière, de changement radical à la hauteur des circonstances. Au contraire, il peut devenir un expédient qui permet de soutenir la sur-consommation de certains pays et secteurs. (section 171)

Des passages comme celui-ci expliquent le manque d'enthousiasme des milieux « officiels » et des partisans de l'« écologie de marché » (ou du « capitalisme vert ») pour *Laudato si'*.

« Des mesures drastiques »

En liant la question écologique à la question sociale, François insiste sur la nécessité de mesures drastiques, c'est-à-dire de changements profonds pour faire face à ce double défi. Le principal obstacle à cela est la nature « perverse » du système : « *La même logique qui entrave la prise de décisions drastiques pour inverser la tendance au réchauffement global,*

9) Se dit de paroles sans intérêt, sans signification.

ne permet pas non plus d'atteindre l'objectif d'éradiquer la pauvreté. » (section 175).

Si le diagnostic de Laudato si' sur la crise écologique est d'une clarté et d'une cohérence impressionnantes, les actions qu'elle propose sont plus limitées. Certes, nombre de ses suggestions sont utiles et nécessaires, par exemple :

« On peut faciliter des formes de coopération ou d'organisation communautaire qui défendent les intérêts des petits producteurs et préservent les écosystèmes locaux de la déprédation » (section 180). Il est également très significatif que l'encyclique reconnaisse la

nécessité, pour les sociétés les plus développées, de « penser aussi à marquer une pause en mettant certaines limites raisonnables, voire à retourner en arrière avant qu'il ne soit trop tard », c'est-à-dire « accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde, mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties » (section 193).

Mais ce qui manque précisément, ce sont des « mesures drastiques », telles que celles proposées par Naomi Klein dans son livre *This changes everything* : rompre avec les combustibles fossiles (charbon, pétrole) avant qu'il ne soit trop tard, en les laissant sous terre. Nous ne pouvons pas changer les structures perverses du mode de production et de consommation actuel sans un ensemble d'initiatives antisystémiques qui remettent en question la propriété privée, par exemple celle des grandes multinationales des combustibles fossiles (BP, Shell, Total, etc.). Certes, le pape évoque l'utilité de « grandes stratégies à même d'arrêter efficacement la dégradation de l'environnement et d'encourager une culture de protection qui imprègne toute la société », mais cet aspect stratégique est peu développé dans l'encyclique.

Reconnaissant que « l'actuel système mondial est insoutenable », Bergoglio recherche une alternative globale, qu'il qualifie de « culture écologique » :

La culture écologique ne peut pas se réduire à une série de réponses urgentes et partielles

aux problèmes qui sont en train d'apparaître par rapport à la dégradation de l'environnement, à l'épuisement des réserves naturelles et à la pollution. Elle devrait être un regard différent, une pensée, une politique, un programme éducatif, un style de vie et une spiritualité qui constitueraient une résistance face à l'avancée du paradigme technocratique. (section 111)

“ Dans l'encyclique, les pauvres n'apparaissent pas comme les acteurs de leur propre émancipation, le projet le plus important de la théologie de la libération. ”

Pour les pauvres, mais pas par les pauvres

Le pape François fait sienne « l'option préférentielle pour les plus pauvres » des Églises latino-américaines. L'encyclique l'expose clairement comme un impératif planétaire :

Dans les conditions actuelles de la société mondiale, où il y a tant d'inégalités et où sont toujours plus nombreuses les personnes marginalisées, privées des droits humains fondamentaux, le principe du bien commun devient immédiatement, comme conséquence logique et inéluctable, un appel à la solidarité et à une option préférentielle pour les plus pauvres (section 158).

Mais dans l'encyclique, les pauvres n'apparaissent pas comme les acteurs de leur propre émancipation, le projet le plus important de la théologie de la libération. Les luttes des pauvres, des paysans et des peuples autochtones pour défendre les forêts, l'eau et la terre contre les multinationales et le commerce agricole, ainsi que le rôle des mouvements sociaux, qui sont précisément les principaux acteurs de la lutte contre le changement climatique – Via Campesina, Justice climatique, Forum social mondial – sont une réalité sociale qui n'apparaît pas beaucoup dans *Laudato si'*.

Ce sera toutefois un thème central des rencontres du pape avec les mouvements populaires, les premières dans l'histoire de l'Église. Lors de la rencontre de Santa Cruz (Bolivie, juillet 2015), François a déclaré :

Vous, les plus humbles, les exploités, les pauvres et les exclus, vous pouvez et faites beaucoup. J'ose vous dire que l'avenir de l'humanité est, dans une grande mesure, entre vos mains, dans votre capacité de vous organiser et de promouvoir des alternatives créatives, dans la recherche quotidienne des trois T, d'accord ? (travail, toit, terre) et aussi, dans votre participation, en tant que protagonistes, aux grands processus de changement, changements au niveau national, changements au niveau régional et changements au niveau mondial. Ne vous sous-estimez pas !

Bien sûr, comme l'a souligné Bergoglio dans l'encyclique, la tâche de l'Église n'est pas de se substituer aux partis politiques en proposant un programme de changement social. Avec son diagnostic antisystémique de la crise, qui lie indissolublement la question sociale et la protection de l'environnement, « la clameur des pauvres » et « la clameur de la terre », *Laudato si'* a constitué une contribution précieuse et inestimable à la réflexion et à l'action pour sauver la nature et l'humanité de la catastrophe.

Il appartient aux marxistes, communistes et écosocialistes de compléter ce diagnostic par des propositions radicales visant à changer non seulement le système économique dominant, mais aussi le modèle pervers de civilisation imposé à l'échelle mondiale par le capitalisme, en formulant des propositions qui incluent non seulement un programme concret de transition écologique, mais aussi une vision d'une autre forme de société, au-delà du règne de l'argent et des marchandises, fondée sur les valeurs de liberté, de solidarité, de justice sociale et de respect de la nature.

Il est difficile de prévoir quel sera l'avenir de l'Église après la mort du pape François : celui qui sera élu par le prochain conclave suivra-t-il l'orientation critique et humaniste de Bergoglio ou reviendra-t-il à la tradition conservatrice des pontifes précédents ? De nombreux nouveaux cardinaux ont été nommés par François, certes, mais quelles sont leurs convictions intimes ?

Dans les semaines à venir, nous saurons si Bergoglio n'a été qu'une parenthèse ou s'il a effectivement ouvert un nouveau chapitre dans la longue histoire du catholicisme. ■

Le 22 avril 2025

Porto Rico : Democracia socialista tient son deuxième congrès

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a marqué les débats du deuxième congrès de l'organisation Democracia Socialista (DS).

Par
Semanario Visión

L'impact de sa politique sur la crise climatique, sur les droits et les libertés démocratiques et sur la situation coloniale de Porto Rico y ont notamment été analysés. Les forces qui ont intérêt à promouvoir la subordination coloniale (1), quinze ans après la grande crise de 2008 dans le contexte des conflits interimpérialistes entre les États-Unis, la Russie et la Chine ont aussi été passées en revue. Le deuxième congrès de l'organisation s'est tenu à San Juan et a pris fin dimanche 30 mars.

Les travaux du congrès ont commencé le vendredi 21 mars par le forum « Le trumpisme à Porto Rico : des perspectives de genre pour construire la résistance », comme l'a indiqué Jorge Lefevre Tavarez, porte-parole de l'organisation, une session à laquelle ont participé Enid Marie Perez Rodriguez, dirigeante de l'association familiale portoricaine Profamilias, Pedro Julio Serrano, militant reconnu des droits humains, président fondateur de la fédération LGBTQ+ de Porto Rico, et Romelind Grullon Miguel, fondatrice et dirigeante du Centre de la femme Dominicaine. Il a aussi souligné que les interventions, ouvertes au public, « se sont transformées en espace de discussion, d'échange et de coordination ».

Manuel Rodriguez Banchs, également porte-parole de l'organisation, a

1) Porto Rico est une île des Caraïbes, avec le statut d'État « libre associé », une sorte d'État d'outre-mer rattaché aux États-Unis pour des raisons d'intérêt stratégique (bases militaires). Porto Rico a sa propre Constitution, mais sous domination de l'impérialisme US : la loi fédérale des États-Unis s'applique à Porto Rico. Ses 3,5 millions d'habitantes de langue hispanique ont la nationalité américaine (la nationalité portoricaine n'est reconnue que par le Venezuela et la République Dominicaine) mais n'ont pas le droit de vote pour l'élection présidentielle. Alors qu'ils peuvent voter pour les primaires des candidats des partis démocrate ou républicain. La monnaie officielle est le dollar US.

souligné que « cette seconde élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis présente de nouveaux défis et inaugure une nouvelle période dans la situation internationale, plus agitée, dangereuse et imprévisible. Depuis son arrivée au pouvoir, Trump a annoncé une offensive de son gouvernement contre les communautés LGBTQi+, et plus particulièrement contre la communauté trans, contre les travailleuses et les travailleurs, notamment les personnes employées par le gouvernement fédéral, contre les milieux naturels ou plus exactement pour la destruction de notre environnement à travers l'exploitation des combustibles fossiles, contre les migrants, contre les droits et les libertés démocratiques. »

Selon Lefevre Tavarez, ce deuxième congrès a évalué aussi les tâches et objectifs qui avaient été fixés au premier congrès, en août 2022. « Le premier congrès de Democracia Socialista a approuvé une feuille de route ambitieuse pour faire face à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Nous pouvons affirmer que nous avons rempli les tâches que nous nous étions assignées. Cette première phase, pleine de défis et d'incertitudes, s'est conclue par un bilan positif » a-t-il rappelé en faisant référence à l'intervention des militantes et militants de DS au sein des luttes ouvrières et syndicales, du mouvement des femmes, de la communauté LGBTQi+, du mouvement écologique et à l'activité politique lors des élections.

Dans le cadre de ses travaux de congrès, l'organisation a analysé la situation internationale, sur la base d'un rapport introductif de Rodriguez Banchs. D'après lui, la conjoncture internationale est marquée par cette deuxième élection de Trump en tant que président des États-Unis. « Le gouvernement de Donald Trump prétend contrecarrer la baisse relative de l'hégémonie étatsunienne constatée ces dernières décennies avec un projet suprémaciste expansionniste de reco-

Le journal *Periódico Visión* est un journal important à Porto Rico. Democracia socialista, section de la IV^e Internationale à Porto Rico, publie la revue *Momento Crítico*. Cet article a été traduit par Gilbert Guilhem.

lonisation, prédateur et annexionniste au niveau mondial » a-t-il affirmé, en ajoutant que « Trump a désigné comme ennemis quasiment la planète entière. En premier lieu la Chine et la Russie. Mais aussi l'Organisation des Nations unies et toutes les institutions de l'ordre mondial des quatre-vingts dernières années comme l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale du Travail et l'UNESCO. Se retrouvent aussi dans sa ligne de mire les institutions de la démocratie libérale des États-Unis, auxquelles il prétend imposer des changements sans précédent. Un projet de changement d'une telle ampleur au niveau mondial ne pourra s'imposer sans engendrer de fortes résistances. Pour cette période, notre tâche prioritaire est de contribuer à monter le dispositif d'arrêt d'urgence dont l'humanité a besoin à ce moment crucial ».

En plus de la situation internationale, ce second congrès a analysé aussi la conjoncture actuelle à Porto Rico, marquée par les défis posés par l'administration Trump aux luttes pour la décolonisation et pour une société plus juste à Porto Rico comme dans le monde. Lefevre Tavarez a présenté le rapport introductif au débat sur la situation nationale, en réaffirmant le caractère structurel de la profonde crise économique à Porto Rico et en désignant les intérêts économiques et politiques qui tirent profit de la domination coloniale du pays. Ce rapport a été rédigé avec la collaboration de Félix Cordova Iturregui, Neftali Garcia et Iyari Rios.

Le deuxième congrès de DS a élu une nouvelle Commission Politique composée de Anneliese Sanchez, Gabriela Flores, Frederick Thon, Cristina Perez, Jorge Lefevre Tavarez et Manuel Rodriguez Banchs. ■

Le 1^{er} avril 2025

Premières secousses

Cet ouvrage est un impressionnant reportage/témoignage collectif du mouvement socio-écologique Les Soulèvements de la Terre.

Par
Michael Löwy

Cette fédération de mouvements de jeunesse écologiques – comme Extinction Rebellion ou Youth For Climate –, d'associations paysannes, de groupes autonomes et collectifs locaux, fondée en 2021, a fait le choix de l'action directe de masses, menant des mobilisations qui ont frappé l'opinion publique et suscité la rage du gouvernement (et de son ministre de l'Intérieur de l'époque, Gérald Darmanin), qui a tenté en vain de la dissoudre.

Une note des ex-Renseignements généraux prend acte de « l'inventivité, la capacité à mobiliser, la force d'influence » des Soulèvements de la Terre (SdT). Suite à la tentative ratée de dissolution, 160 000 personnes ont signé la tribune d'adhésion aux SdT, et 150 comités locaux se sont constitués en quelques mois.

Les chapitres du livre, qui, selon leurs auteurs, « avait toutes les chances d'être interdit et mis au pilon », ont été écrits par différents animateurs du mouvement, à partir de discussions et réflexions collectives. Les SdT, expliquent les auteurs, ont fait le pari d'une écologie terre-à-terre, qui s'enracine dans les luttes locales, territoriales, en réac-

tivant ainsi une intuition politique séculaire, des *Diggers* anglais du 17^e siècle au MST du Brésil, et des jacqueries du Moyen Âge au Chiapas zapatiste. L'adversaire est clairement désigné : le *capitalisme*, un système fondé sur la dépossession et l'accumulation, l'accaparement des terres et des richesses, et qui nous précipite vers le désastre.

Refusant l'écologie qui fait la morale et invective les foules, ainsi que la proposition du gouvernement de « s'adapter » à un réchauffement de 4° C, le mouvement agit par blocage de projets considérés nuisibles, « désarmement » de sites industriels polluants et occupation de terres menacées. Il s'agit de plus qu'une tactique, mais moins qu'une stratégie ; en tout cas, ces actions directes servent à désacraliser la propriété, et à défaire les clichés de la modernité et du « progrès » industriel capitaliste. Elles répondent à un sentiment d'urgence : il faut lutter avant qu'il ne soit trop tard. Selon l'appel initial des Soulèvements de la Terre, « parce que tout porte à croire que c'est maintenant ou jamais, nous avons décidé d'agir ensemble ».

L'action la plus spectaculaire du mouvement fut, comme l'on sait, la mobilisation à Sainte-Soline contre les mégabassines, qui a réuni des dizaines de milliers de participant-es. La violente répression de la police a montré, encore une fois, que « derrière le vernis démocratique, l'État est d'abord et avant tout le monstre froid qui tue pour défendre les intérêts d'une minorité ». Sans avoir réussi, l'initiative a tout de même fait bouger les lignes politiques.

Pour les animateurs du mouvement, « la situation est trop grave pour que nous ayons besoin de justifier notre radicalité ». Refusant l'idéologie de la « désobéissance civile non-violente » comme seule forme d'action légitime, ils prônent la complémentarité de différentes tactiques au service d'objectifs stratégiques communs. Certes, le conflit avec l'État est une confrontation asymétrique, un David contre un Goliath : il faut maîtriser l'art de la lutte « du faible au fort ». Pour mobiliser, il est nécessaire d'organiser la convergence, la « composition », associant des prolétaires, des jeunes, des femmes, des précaires, des Gilets jaunes, en cherchant à dépasser les identités politiques figées.



Michael Löwy

Michael Löwy est l'auteur de *Romantic Anticapitalism and Nature. The Enchanted Garden* (avec Robert Sayre), New York, Routledge, 2020, et *Étincelles ecosocialistes*, Paris, Editions Amsterdam, 2024.

Les auteurs reconnaissent qu'on ne peut pas se contenter de désertions individuelles, ni même d'expérimentations collectives : il faut faire sauter les verrous, tenter d'enrayer la machine, ouvrir la perspective d'une sortie de l'économie de marché. Toutefois, en refusant ce qu'ils appellent le « léninisme vert » d'Andreas Malm ou Frédéric Lordon, ils rejettent la perspective d'une prise du pouvoir d'État, source à leurs yeux de « violence bureaucratique ». Mais peut-on faire la révolution sans prendre le pouvoir ? Manque ici l'hypothèse d'un pouvoir politique révolutionnaire et démocratique, non étatique, et non bureaucratique, comme le fut la Commune de Paris ! Les auteurs prônent des « contre-pouvoirs autonomes », mais reconnaissent que multiplier les ZAD locales n'est pas une stratégie.

Tant d'échapper aussi bien à l'absorption par le champ politique traditionnel qu'à l'exclusion dans ses marges, le mouvement cherche encore à définir une stratégie : ses projections politiques, reconnaissant ses porte-parole, sont des hypothèses fragiles et inachevées.

Il ne reste pas moins que l'expérience des Soulèvements de la Terre est l'expression la plus réussie et la plus importante, depuis la révolte des Gilets jaunes, d'une convergence des luttes, à la fois sociales, écologiques et anticapitalistes. ■

Le 27 avril 2025



2024, 289 pages, 15 euros.